

LIBRE PAGE 15

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

Algérie, 1,20 dir. Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 1,80 m.c.;
 Allemagne, 1,20 DM; Belgique, 12 fr.; Espagne, 15 fr. c.; Grèce, 3,00; Côte-d'Ivoire, 180 CFA; Gambia,
 100 francs; G. B.; Espagne, 50 pes.; Grande-Bretagne,
 30 sh.; Grèce, 30 dr.; Iran, 70 rials; Italie, 500 L.; Liban, 500 L.; Libéria, 15 sh.;
 Malaisie, 100 R.; Mexique, 1,25 \$; Pays-Bas, 27 esc.; Sénégal, 160 CFA; Soudan, 3 sh.;
 Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 75 cts.; Yougoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements page 2

K. RUE DES ITALIENS
 75427 PARIS CEDEX 09
 C. C. P. 4202 - 23 Paris
 Télax Paris nr 650872

TEL. 246-72-23

En revanche, tout en se proclamant « socialiste » elle pratique de plus en plus un libéralisme économique qui la rapproche du Maréc. Aussi l'ouverture, sensible en direction d'une partie de l'opposition qui réclame le « multipartisme » est-elle motée dans l'attente d'un vote du pluralisme qu'à consacrer la victoire au compris du premier ministre, M. Hedi Nezir, en tant que futur successeur de M. Bourguiba.

● Les condamnés graciés...
— Outre M. Habib Achour, ancien secrétaire général de l'U.G.T., M. Ahmed Ben Chikha, M. Oussreddine Ben Khedder, Mohamed Bellalouna, Gilbert Nacoussi, Mohamed Mles, Abdelhak Rouissi, Othman Ben Brahim, Alouane et Ahmed Ben Chikha ont été graciés vendredi 3 août par M. Bourguiba.

Le premier ministre britannique, Mme Thatcher, a très favorablement accueilli la suggestion de M. Nyerere sur la représentation de la minorité blanche. Elle a également, une nouvelle fois, reconnu la responsabilité de son gouvernement dans la mise

La Paz. — Le capitale bolivienne a vécu, le vendredi 3 août, une journée de tension : les chefs militaires ont multiplié les déclarations affirmant que le Congrès, qui n'a pu se réunir faute de quorum, n'a pas encore désigné le chef de l'Etat.

Le général Victor Castillo, chef d'armées des forces armées, a déclaré que « les forces armées pourraient se maintenir au pouvoir, contre leur volonté, si les esprits ne se calment pas et si le président n'est pas élu par le Congrès dans le délai normal ».

L'ex-président Hugo Banker, en troisième position aux élections du 1^{er} juillet à la tête de son parti A.D.N. (Action démocratique nationale), a affirmé, de son côté, être « intrigué par l'absence de coup d'Etat », et qu'il se désolait, mais il estime que la perspective d'un « coup d'Etat est toute proche si un accord politique n'est pas atteint dans les prochaines heures ».

Les déclarations sur le nécessité d'un gouvernement, intégrant les forces armées et la décision de l'A.D.N. de boycotter le Congrès sont apparemment contradictoires, mais elles ont une opération militaire, d'autant que l'impass politique semble totale.

Ayant obtenu lors de l'élection du 1^{er} juillet la majorité des voix, la coalition de centre-gauche U.D.P.A. (Union démocratique et populaire) de l'ex-président Hernán Siles Suazo se retrouve cependant en seconde position au Congrès derrière son rival, l'ex-président Victor Paz Estenssoro, qui dirige l'Union U.R.P., mouvement de gauche révolutionnaire.

En face de centre-droit, Le système électoral favorise les départements de l'intérieur peu peuplés, bastions de l'alliance M.N.R., aux dépens des départements plus urbains, fiefs de l'U.D.P. Il faut vingt-cinq mille voix pour élire un député à La Paz contre

Ces propos font suite à ceux de M. Brzezinski, le conseiller du président Carter pour les affaires de sécurité, qui avait déclaré jeudi 24 septembre devant le Congrès des Etats-Unis : « Durant la crise iranienne, nous nous sommes comportés de la même manière que d'autres s'abstiennent d'imposer des doctrines politiques ou religieuses, nous sommes profondément religieux et nationalistes ».

Bien qu'il n'ait pas cité nommément l'Union soviétique, M. Brzezinski a été pris à partie vendredi par l'agence Tass, qui a écrit : « L'agence Tass a déjà utilisé de telles affirmations tendancieuses de toute pièce sur la prétendue « menace soviétique ». M. Brzezinski, ajoute Tass, prétend que l'Union soviétique est « hostile » que de reconnaître, par exemple l'« agression hongroise » contre le Vietnam ou bien l'« intervention de son pays en République Démocratique ».

« Mais nul n'ignore que l'U.R.S.S. se menace ni se s'apprête à menacer qui que ce soit », conclut l'agence soviétique. — (A.F.P., Reuter.)

vis en main, vers leurs distributeurs pour en modifier le réglage. Et je me suis demandé : pourquoi minuit ? Certains disent que c'est l'heure des crimes, d'autres celle des revenants.

Les crimes, c'est beaucoup dire : notre gouvernement n'en est pas à se cacher pour

Si chacun tire de son côté, en ignorant les autres, les problèmes deviendront plus graves encore. Et, par enchaînement, tout finira par être en cause, y compris la démocratie, la liberté et la paix.

L'interdépendance des économies est devenue telle, que les solutions nationales seront de plus en plus difficiles à trouver. Et disant cela, nous savons bien que tout ne peut être résolu au plan communautaire.

Nous avons conscience qu'il y a le reste de l'Europe et qu'il y a le monde. Mais le poids des pays de la Communauté économique européenne pèserait d'autant plus

Minuit

nous vider les poches. Quant aux revenants, il y a longtemps que M. Barre nous fait vivre parmi les pâles fantômes du libéralisme écono-

la pudeur. Il y a des moments où, devant l'accumulation des succès, il devient nécessaire pour un homme politique de se dérober à l'enthousiasme du public.

ROBERT ESCARPIT.

Quand elle parle, l'Europe se fait difficilement écouter. Quand elle s'exprime en musique, c'est autre chose. L'Orchestre des jeunes de la Communauté européenne, pour la deuxième année, vu, du 8 au 14 août, donner une série de concerts d'Avignon à Londres, en passant par Venise, Salzbourg, Berlin, Copenhague et Gand.

C'est à Courchevel que cette formation, présidée par l'ancien premier ministre anglais Edward Heath et dont la direction musicale est confiée à Claudio Abbado, est venue une dizaine de jours pour répéter les œuvres de cette tournée. Ce n'est pas sans doute le paysage alpin qui a attiré d'abord les organisateurs, mais le nouvel auditorium de la Fondation pour l'action culturelle internationale en montagne (FACIM), né de l'initiative de M. Gilles de la Boue et actuellement dirigé

sidée par M. Grimaud, ancien préfet de Savoie.

Trouver à 2 000 mètres d'altitude une salle de concert de quelque cinq cents places avec une acoustique d'exceptionnelle qualité n'est pas chose commune. Pour le plateau et les cent vingt-cinq musiciens nécessaires, il a fallu gagner provisoirement sur quelques rangs de fauteuils et rebâtir une avant-scène provisoire. Ce qui fut fait grâce à l'intervention de la municipalité de Saint-Bon. Malgré ces modifications, le chef pourrait presque tourner les pages de son premier violon, mais cette intimité aide à la cohésion de l'ensemble, qui a la particularité de vivre un mois seulement et de renaitre chaque année sous une autre forme.

PIERRE DROUIN.

(Lire la suite page 13.)

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD
(Lire page 2.)

Le Monde

idées

TRAVAIL FÉMININ

Harmoniser le droit et le fait

par NICOLE PASQUIER (*)

L'ÉGALITÉ des hommes et des femmes dans la vie professionnelle est une question lancinante. Les lois et règlements ont posé ce principe sur lequel tout le monde est d'accord, mais le fait est que, dans la pratique, les femmes sont souvent désavantagées en matière d'embauche, de promotion, de salaires. Ces phénomènes ont été suffisamment décrits pour qu'il ne soit pas nécessaire d'insister.

Il faut préciser cependant qu'égalité ne signifie pas identité des règles applicables aux hommes et aux femmes : il y a des protections légitimes (la maternité), il y a des discriminations positives nécessaires (par exemple l'ouverture du pacte pour l'emploi aux femmes seules). Je pense cependant qu'il y a actuellement des protections abusives parce qu'elles ne s'appliquent qu'aux femmes, alors que rien ne justifie ce traitement particulier par rapport aux hommes.

Dans de nombreux cas, la protection particulière ainsi prévue en faveur des femmes tient au fait que pendant longtemps on a voulu soumettre toutes les femmes à des règlements visant au fond à protéger la période de la maternité. C'est une confusion regrettable. Autant il est indispensable de prendre toutes les précautions nécessaires pour que la maternité puisse se réaliser dans de

bonnes conditions, autant il est illogique d'édicter des règles générales s'appliquant à toutes les femmes. L'affectation à un poste de travail appelle une décision individuelle dans le cadre d'une législation identique pour les hommes et pour les femmes.

Il importe aujourd'hui d'harmoniser le droit et le fait.

A terme, le problème est résolu. En raison de l'évolution constante du niveau de leurs diplômes, les femmes seront de plus en plus nombreuses à occuper des postes de responsa-

bilité, même si elles ont globalement plus de difficultés que les hommes à y accéder. C'est l'augmentation de leur nombre, l'effet de masse qui est important. J'ai foi dans cet avenir et j'y place beaucoup d'espoir parce que je suis attachée à la justice et à l'égalité, mais aussi parce que je suis persuadée que les femmes apportent dans l'organisation du travail, et finalement dans l'organisation de la société, des éléments originaux dont profite la collectivité. Mais il est clair que cette assurance pour l'avenir ne saurait être un prétexte pour laisser faire aujourd'hui.

Une action d'éducation et d'information

Il faut tout d'abord veiller à la bonne application de la loi. De ce point de vue, des mécanismes complémentaires devraient pouvoir être montés pour faciliter cette application. Mais on ne peut de toute façon limiter l'action à la recherche de la sanction à tout prix. Traquer les discriminations, c'est certainement nécessaire, mais c'est également tout à fait insuffisant, car c'est s'attaquer plus aux effets qu'à la cause.

Pour aller plus loin, il faut mener une action d'éducation et d'information.

Action d'éducation : le fondement de tout changement des esprits dans ce domaine repose tout d'abord sur la mise de l'enseignement. La politique qui a été engagée il y a quelques années doit être résolument poursuivie. Dans le prolongement de l'enseignement, la mixité doit égale-

ment être de règle dans l'emploi. C'est dans cet esprit que, à la suite du conseil des ministres du 6 septembre 1978, j'ai mis en œuvre une politique de diversification de l'emploi féminin qui commence à porter ses fruits. Il ne s'agit pas de pousser les femmes vers n'importe quel métier, vers des métiers qu'elles n'auraient pas envie d'exercer, mais de permettre à celles qui le souhaitent et qui se sentent capables d'élargir, d'enrichir la gamme des métiers accessibles aux femmes.

Vous avez sans doute vu à la télévision la fille d'un menuisier représentant le « flambeau » paternel. C'est pas du théâtre, mais l'expression d'une réalité que j'ai rencontrée. De même, à l'heure actuelle, la profession de la réparation auto-

(*) Secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (emploi féminin).

mobile cherche à recruter cent mille personnes : elle est d'accord pour accueillir des femmes, ce qui ne se faisait pas jusqu'à maintenant. Il y a là une voie à suivre. L'intérêt est confirmé par le courrier que je reçois de jeunes femmes souhaitant entrer dans cette profession.

Aujourd'hui, le nombre des métiers ouverts aux femmes est extrêmement restreint, parce que limité à quelques « métiers féminins ». Il faut faire évoluer ce cloisonnement entre métiers féminins et métiers masculins qui permettra aux femmes de sortir d'un univers professionnel étiqué.

Action d'information : il circule à propos de l'emploi féminin beaucoup d'idées fausses et de préjugés, contre lesquels il faut lutter. Il en est ainsi des conséquences défavorables que sont censées avoir sur l'organisation du travail la maternité ou l'absentéisme par exemple. Il faut par ailleurs que les femmes soient mieux informées pour mieux utiliser leurs droits et tout ce qui peut les aider à une meilleure insertion professionnelle.

C'est pour approfondir ces différents points que j'ai créé à la fin de l'année dernière un groupe de travail présidé par M. Jacques Baudouin, directeur général de l'Agence nationale pour l'emploi. Ce groupe a tenu sa dernière réunion le 28 juillet et il me remettra son rapport au début du mois de septembre prochain. J'ai l'intention d'en exploiter les conclusions le plus rapidement possible.

Assurer aux femmes et aux hommes l'égalité dans leur vie professionnelle : c'est une action indispensable pour l'avenir de notre société.

Le métier de mère de famille

par ALAIN PLANTÉY (*)

P ARMI les maux dont souffre la société française contemporaine, deux sont bien connus et particulièrement graves : il s'agit, d'une part, du chômage croissant qui sévit chez les jeunes et chez les femmes, d'autre part, de l'évolution inquiétante de la courbe démographique, notamment du fait de la raréfaction des familles de trois enfants et plus.

Or, il se trouve que l'Etat est en mesure d'apporter, à ces deux problèmes, à la fois, une solution certes partielle, mais réelle et raisonnable : il suffirait qu'il aménage sur un point le régime d'emploi des centaines de milliers de femmes qui travaillent dans ses administrations.

Sommairement, la femme fonctionnaire qui souhaite s'occuper complètement de ses enfants est, suivant les textes en vigueur, invitée à demander d'abord un congé pendant deux ans, puis sa mise en disponibilité : elle s'y refuse généralement parce que, pendant toute cette période de non-activité, elle perd ses droits à salaire et à pension, ainsi que moitié, puis totalité de son avancement normal. Il s'agit de compléter ces dispositions en offrant la possibilité du maintien en activité, avec l'intégralité de son traitement de son avancement et des avantages qui en découlent, à la mère désirant interrompre son service pour assurer l'éducation de son troisième enfant tant qu'il n'a pas atteint l'âge usuel d'admission dans une crèche.

Obligation serait faite aux services employeurs de recruter de nouveaux agents, nombre pour nombre, soit, de préférence en

offrant des places supplémentaires aux concours d'entrée dans la fonction publique, soit à titre transitoire, en faisant appel à des chômeuses qualifiées sur le plan professionnel. Des dispositions seraient éventuellement prévues pour étaler sur deux ou trois ans les premiers effets de cette réforme dans les secteurs où ils pourraient être gênants pour la qualité du service.

Bien entendu, mille objections administratives, budgétaires, juridiques, professionnelles seront faites à cette proposition : elles peuvent toutes recevoir réponse. C'est ainsi que ses conséquences financières se révéleraient plus modérées qu'il n'y paraît, la dépense résultant des salaires versés pendant deux ans étant grandement compensée par les économies réalisées au titre de l'indemnisation du chômage, du placement des jeunes, du recrutement des intérimaires qu'appellent les maladies infantiles. La Sécurité sociale y gagnerait des cotisations. En vitesse de croisière, le retour des bénéficiaires à leur emploi s'effectuerait par rotation, suivant des prévisions faciles sous réserve des cas de naissances successives.

Limité sans nul doute par les communes et de nombreuses entreprises publiques et privées qui, elles aussi, emploient des centaines de milliers de femmes, une telle initiative aurait un effet social bénéfique pour toute la nation : accroissement de la natalité, éducation des jeunes enfants, stabilisation des foyers, allègement des tâches féminines, et surtout reconnaissance du métier de mère de famille.

(*) Conseiller d'Etat.



Un voyage vers l'Asie

Naples : une messe à Santa-Lucia

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

Naples. — A ceux qui soufrent de leurs superstitions, prêts à y voir un signe d'insuffisance intellectuelle, les Napolitains opposent l'exemple de Giovanni Leone, ancien président de la République compromise dans la scandale Lockheed. Avocat napolitain et enfant du Mezzogiorno, Leone, bien sûr, n'ignorait rien de la « Jettatura », du mauvais œil ou « malocchio », spécialités locales qui correspondent en gros aux jeteurs de sort des campagnes françaises. En visite officielle à Fiesse, Leone visita un jour sur des manifestants qui le conspuaient, péripétie bien banale de la vie politique italienne. Les membres de son entourage, pourtant, et même quelques journalistes accompagnant ce jour-là le président, notèrent un détail fabuleux. Saluant d'une main la foule, Leone dirigea discrètement vers les manifestants son autre main, index et auriculaire joints, c'est-à-dire formant les « cornes » en signe de conjuration du mauvais sort.

Rita-Ton sérieusement des précautions cabalistiques en usage dans les « bassi » de Naples, quand elles sont le fait du président de la République italienne lui-même ? En posant cette question aux visiteurs, les Napolitains — mi-fine, mi-railais — se rassurent précipitamment sur eux-mêmes.

toire à tous les trafics qui font vivre ici une bonne centaine de milliers de personnes. Certes, la contrebande et la « Camorra » (mafia locale) sont aussi vieilles que Naples, et l'on parle naturellement de la « Malavita » (le pègre, le milieu) comme d'une institution officielle. Ici, comme ailleurs, pourtant, les temps changent depuis peu et ce n'est pas dans le bon sens. J'en veux pour preuve la dernière péripétie survenue dans la vie de Maria.

Elle gare, un soir, son Alfa Romeo au pied d'un immeuble où des amis l'attendent. En dix minutes, la voiture disparaît, chargée à la grue sur une remorque de la fourrière municipale frappée aux armes de Naples. La remorque, bien entendu, est fautive, et les employés municipaux de petite troupe déguisée. Maria ne s'inquiète qu'à moitié d'un scénario bien banal au pied du Vésuve. Comme font tous les Napolitains en pareilles circonstances, elle envoie son avocat vers la via Forcella prendre contact avec un « responsable » de la « Malavita » et négocier la restitution payante de l'Alfa Romeo. Le plupart des cambriolages de Naples débouchent sur une tractation indirecte entre voleur et volé, où chacun trouve son compte. Cette fois pourtant, les pourparlers échouent net. La voiture, explique à l'avocat un « notable » du milieu, a sans doute été chargée, après maquillage des numéros, sur un bateau en partance pour l'Arabie Saoudite. Hélas ! Les responsables de ces exportations automobiles clandestines — nouveau trafic napolitain — appartiennent à une jeune génération de la « Malavita » qui ne respecte plus les règles. Tout Naples se désole en évoquant cette modification des mœurs.

Au regard de cette nouvelle vague napolitaine, les contrebandiers que nous retrouvons ce matin-là au port de Santa-Lucia, à l'ombre du Castel del Vovo, participent d'une tradition plus rassurante. Spécialisés depuis longtemps dans le

trafic des cigarettes américaines, ce sont d'abord de fameux navigateurs. Leurs vedettes rapides, toutes peintes du même bleu et aménagées en vraies camionnettes de la mer, sont fabriquées sur place dans des chantiers navals liés à la « Malavita ». Chaque matin, on peut voir les flottilles fonder sans complexe vers le large au-devant de mystérieux rendez-vous. Les compétitions et les courses de vitesse qui les opposent à la police obéissent à des codes embrouillés, dont on serait bien en peine de décrire les règles. Hier encore, les célèbres parcs à moulins de Naples, follement construits face aux égouts de la ville et qui furent en 1973 responsables de l'épidémie de choléra, servaient de labyrinthes providentiels aux contrebandiers et d'appareils invisibles. En dépit des risques sanitaires considérables que faisaient courir ces moulins archipollués à la population, la « Camorra » s'opposait donc longtemps au démantèlement des parcs. Ceux-ci ont aujourd'hui disparu après de chaudes luttes.

Le « métier », me dit-on, devient donc sans cesse plus difficile à Santa-Lucia, et les contrebandiers perdent le sourire. Sur instructions récentes du ministre des finances, la police financière de Naples — contre l'avis des « carabinieri » et des douaniers — a choisi de « servir la vie », renforçant son contrôle sur l'une des rares industries florissantes de la Campanie. L'importance prise, ici comme ailleurs, par la drogue dans les activités du milieu n'est pas étrangère à ce raidissement policier. Naples, en tout cas, demeure une plaque tournante, un centre de transit important en matière de stupéfiants, et une guerre sanglante oppose traditionnellement la « Malavita » aux truands de Marseille. Les rapports se tendent en même temps avec la police, et les courses navales entre « bateaux bleus » et vedettes officielles se font plus acharnées. Certes, les contrebandiers s'efforcent de faire face à ces « agres-

sions » en mobilisant toutes les ressources de l'électronique et des télécommunications. Mieux équipés, dotés de la radio et parfois de radars, les « bateaux bleus » se veulent insaisissables. En 1978, pourtant, l'une des embarcations de la « Malavita » sombra corps et biens et trois contrebandiers périrent en mer. Scandale.

Dans les « bassi » de la via Forcella, l'opinion indignée rendit aussitôt la police financière responsable de ce naufrage. Une cérémonie religieuse à la mémoire des truands disparus fut organisée à la chapelle de Santa-Lucia. Une foule incroyable de petites gens s'y précipita, trouvant ainsi l'occasion d'une protestation « politique », toute rétentissante de pleurs et de malédictions populaires.

Il faudrait ne rien comprendre à Naples pour s'étonner — ou pire, sourire — de ces péripéties qui ne sont pittoresques qu'à l'œil des étrangers. Dans ce « paradis habité par des démons », pour reprendre une vieille définition qui veut souligner le contraste entre la douceur du décor napolitain et la dureté de la vie qui l'habite, « combinations » et délinquance ne furent jamais le fruit d'une quelconque perversité des esprits. On ne voit jamais que pour survivre dans cette ville inachevée et sans vraie richesse, où la misère la plus sordide paraît consubstantielle à l'histoire locale. Les princes napolitains, d'ailleurs, et singulièrement les Bourbon, favorisèrent en leur temps une plèbe qu'ils purent lancer contre la bourgeoisie éclairée, vendue à la révolution de France. Naples, aujourd'hui, est donc naturellement enfoncée dans un extraordinaire « état d'exception » qui n'en finit pas de séduire l'Europe.

Le décor de la via Forcella, avec ses entassements de rapins, ses étals grouillants sous d'invasibles brio-à-brac de contrebande, ses « scugnizzi » (enfants des rues) de vit argent, ses prostituées vieillissan-

tes et ses homosexuels frôleurs, n'est pas seulement le quartier louche d'une métropole ordinaire. Il participe d'une véritable sous-culture qu'on aurait bien tort de prendre pour un simple folklore.

Toute une littérature, à Naples, exprime en fait sur le mode grandiloquent ces accablants tragiques avec la règle ou la moralité que commande depuis toujours la dure nécessité locale. On s'attendrait un peu au récit de ces mélodramas le plus souvent édités dans leur épilogue — qui nourrissent ici beaucoup de conversations. L'Europe qui ne retient de Naples que l'image honteuse d'une gouaille « pittoresque » ; qui envoie ses touristes vers les molles douceurs de Capri, a-t-elle souvent pris la peine de regarder cette ville qui est — aussi — sa mémoire ?

La « Scenaggiata », par exemple, genre théâtral bien particulier, surgit napolitain de la « commedia dell'arte », raconte par le menu le quotidien de la « mauvaise vie » dont le fond procède d'un désespoir maquillé en bavardage. Les thèmes en sont presque immuables : une famille pauvre, à bout de résistance, « tombe » dans la mouvance de la « Malavita ». La fille aimée se prostitue et le frère, poings serrés, part en guerre contre les maîtres de la ville. Hontes et déchirements : les choses finissent souvent au plus mal.

Hier encore, me souffle Maria, l'arrivée d'un garçon efféminé dans une famille des « bassi » était saluée comme un événement heureux, annonciateur de richesses prostituées et de rentes d'argent. La « scenaggiata », aujourd'hui, a donné naissance à toute une production cinématographique populaire qui en est le prolongement filmé. Les « Guappi » (petits voleurs), l'un des premiers films tournés sur la pègre napolitaine, est la plus célèbre de ces productions commerciales qui s'intitulent aussi « la Dernière Guape ». « On ne touche pas aux enfants », etc. Repris et modernisés, les vieux thèmes de la « scenaggiata » y

accusent l'évolution des mœurs. Les nouvelles guapes sans foi ni loi n'ont plus le respect des familles, s'abandonnant au commerce de la drogue, etc.

Naples sans moralité n'est sûrement pas sans moralisme.

Déambulant dans le quartier espagnol, flânant sur la place Dante, haut lieu du trafic de la drogue, il arrive tout de même que l'on s'interroge. Cette vision de Naples, terrible et romanesque à la fois, ne participe-t-elle pas, quoi qu'on dise et quoi qu'on vaille, d'une sorte d'auto-critique au second degré ? Pour serrer au plus près la réalité quotidienne de 1979, faudrait-il s'attacher plutôt au demi-échec des communistes, qui, aux dernières élections européennes, ont perdu des voix dans la plupart des circonscriptions de la région ; aux manifestations des chômeurs organisées ou à la spéculation immobilière ; à la déroute significative des Noyaux armés prolétaires (NAP), version napolitaine des Brigades rouges, etc.

La vie politique, ici, avec ses compromissions et ses tonitruantes comédies, serait-elle la grande affaire à quoi se ramènerait finalement tout le reste ? N'est-elle, au contraire, à la surface des choses, que l'expression superficielle d'un grouillement moins facile à schématiser ?

En rejoignant l'invasible cohue de la gare centrale — avec ses familles agglutinées aux portières des trains, ses mauvais garçons en maraude et ses valises qui, prestement, disparaissent — j'achète le « Corriere della sera », grand quotidien de Milan. En page 2 et sur trois longues colonnes, les envoyés spéciaux du meilleur journal d'Italie proposent un triple reportage sur Naples. Thèmes des articles : le travail noir des enfants, l'industrie de la « bonne aventure » qui fleurit sur la misère, et les superstitions du Mezzogiorno.

Quittons Naples. Son soleil attend les touristes.

(A suivre.)

Plusieurs partis dénoncent des irrégularités

CHRISTIANE CHOMBEAU.

AMÉRIQUES

États-Unis

M. NIXON SANS FEU NI LIEU

De notre correspondante

New-York. — M. Nixon, qui avait annoncé il y a quelques temps qu'il allait transférer ses papiers à New-York pour se rapprocher de ses enfants et de sa petite-fille, a mené une vie plus active, va sans doute devoir réviser ses plans : les copropriétaires du 19 de la 72^e rue est ont jugé indésirable.

La presse avait révélé la semaine dernière que les Nixon avaient trouvé l'appartement de leurs rêves : un duplex de neuf pièces au seizième étage d'un immeuble qui fait l'angle de Madison Avenue, dans l'un des quartiers les plus chers de New-York. Coût de l'opération : 750 000 dollars. Il est vrai que l'ancien président vient de vendre son domaine californien de San Clemente à un prix qui n'a pas été rendu public mais qui dépasse certainement celui de son appartement new-yorkais.

Interrogés par les journalistes, les futurs voisins des Nixon ont manifesté quelques réticences. Sans plus. Entre-temps, ils ont été plus loin : après une réunion des copropriétaires, dont quatorze ont signé une pétition s'opposant à la venue

de l'ancien président dans leurs murs, les Nixon ont fait savoir qu'ils renonçaient à cette adresse et reprenaient la provision qu'ils avaient déjà versée.

Motif de cette opposition : les allées et venues, que la présence de l'ancien chef d'État ne manquerait pas de provoquer dans l'immeuble, constitueraient un trouble de jouissance insupportable pour ses habitants. Aucune objection d'ordre moral ou politique ne semble avoir été soulevée. En fait, la véritable motif de cet ostracisme est sans doute la peur : la sécurité reste le premier souci des New-Yorkais qui habitent, quand ils le peuvent, des immeubles équipés de systèmes de surveillance vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Dieu sait quels commandos de tueurs, de tous ou de justiciers, la présence du « héros » du Watergate risquerait d'attirer dans ce respectable environnement.

Aux dernières nouvelles, les Nixon envisageraient d'être domiciliés au Connecticut, aux portes de Manhattan.

NICOLE BERNHEIM.

L'étude du plan sur l'énergie de M. Carter par le Congrès est reportée à septembre

De notre correspondant

Washington. — Deux semaines après le discours de M. Carter sur l'énergie et le remaniement du gouvernement — une période que les commentateurs locaux appellent « le calendrier de Washington » — rien n'a vraiment changé dans la capitale américaine. Sans doute le prix de l'essence a-t-il dépassé maintenant le cap de 1 dollar le gallon (1,15 \$ le litre environ, une augmentation de plus qu'un quart en deux mois), mais, comme les files d'attente ont disparu, le public n'éprouve guère plus qu'un apaisement du sentiment d'une crise. Quant au Congrès, il n'est toujours pas prêt à modifier ses habitudes. Il vient de se mettre en vacances pour un mois sans avoir adopté une seule des mesures réclamées par le président dans le domaine de l'énergie. Seules les nominations des nouveaux ministres et hauts responsables — notamment celles de M. Miller au trésor et de M. Volcker à la banque fédérale — ont été approuvées à la quasi-unanimité, jeudi 2 août, par le Sénat.

Il faudra donc attendre le retour des législateurs, en septembre, pour connaître le sort réservé à l'impasse des superprofits des compagnies pétrolières, un projet d'autant plus important que c'est sur lui seul que repose, jusqu'à nouvel ordre, le financement du vaste programme de mise en œuvre de nouvelles sources d'énergie dans les années 80. Ce texte n'est pas encore sorti des délibérations en commissions, de même que le projet de création de deux nouveaux organismes énergétiques annoncés par le président le 15 juillet.

M. Carter croyait du moins pouvoir obtenir un compromis sur son plan de rationnement de l'essence, déjà enterré en mai par les représentants, mais cet espoir s'est révéillé vain. Les dirigeants du Congrès ont dû constater, jeudi, l'incompatibilité des textes votés par les deux chambres : ceux de sénateurs, moins soumis aux intérêts locaux, est beaucoup plus strict que celui des représentants, chargé de toutes sortes d'amendements et d'exceptions. Une longue conférence sera nécessaire entre députés des deux branches du Congrès pour harmoniser ces deux versions, et un vote pourra intervenir, dans le meilleur des cas, avant plusieurs semaines après la rentrée. Encore ne s'agit-il que pour le président d'une autorisation très théorique à mettre en vigueur une mesure qui relève de la responsabilité du seul exécutif dans la plupart des pays. Le Congrès a déjà décidé qu'il pourra mettre son veto à l'application de ce plan de rationnement dans les quinze jours qui suivront la décision du président.

La cause du gouvernement a fait des progrès au Congrès dans un seul domaine, celui des accords SALT-2. Un consensus semble se développer, à la suite de la déposition de M. Kissinger, entre les partisans du traité et au moins une partie de ses adversaires, qui pourraient se rallier à la ratification à la condition qu'un nouvel effort de défense soit décidé au préalable. Trois sénateurs particulièrement influents à cet égard, MM. Jackson, Nunn et Tower, ont demandé, jeudi, dans une lettre à M. Carter, une augmentation de l'ensemble du budget militaire de au moins 4 à 5 % en termes réels, ce qui correspondrait en gros au pro-

gramme de cinq ans réclamé par M. Kissinger. Sans doute les trois signataires n'indiquent-ils pas clairement qu'ils se rallieront au traité à cette condition (M. Jackson notamment assure que son attitude n'est pas changeante), mais il n'est pas interdit de le supposer.

M. Cranston, chef de file en second des démocrates du Sénat, est d'ailleurs du même avis. Selon lui, le nombre des sénateurs réticents hostiles au traité ne dépasserait pas douze actuellement. Et tout le monde, ou presque, y compris les « colombes », pourrait trouver son compte dans un ensemble de dispositions qui, d'une part, obligerait le gouvernement à un nouvel effort militaire, mais, d'autre part, le contraindrait à obtenir des Soviétiques des réductions d'armements plus importantes au cours des négociations SALT 2.

MICHEL TATU.

Le premier tome des « Mémoires » de l'ancien secrétaire d'État américain, M. Henry Kissinger, sera présenté pour la première fois au public le 23 octobre prochain à la Foire internationale du livre de Francfort, annonce-t-on.

Le premier tome, qui évoque la période allant de 1968 à 1973, est épais de mille sept cents pages. Le second tome, qui va de 1974 à 1978, sera mis en vente au début de l'année 1981, par la maison d'édition ouest-allemande. — (A.F.P.)

(A.F.P.)

(A.F.P.)

(A.F.P.)

(A.F.P.)

(A.F.P.)

(A.F.P.)

(A.F.P.)

(A.F.P.)

(A.F.P.)

(A.F.P.)

(A.F.P.)

(A.F.P.)

(A.F.P.)

(A.F.P.)

(A.F.P.)

(A.F.P.)

(A.F.P.)

EUROPE

Union soviétique

La direction de l'A.F.P. demande qu'aucune entrave ne soit mise à l'activité de ses correspondants

La direction générale de l'Agence France-Presse a demandé, vendredi 3 août, aux autorités soviétiques de veiller à ce que ses correspondants à Moscou ne subissent aucune entrave dans l'exercice de leurs activités professionnelles. La note remise à cet effet par M. Dillon, directeur du bureau de l'Agence dans la capitale soviétique, au ministre des affaires étrangères rappelle la lettre et l'esprit de l'acte final de la conférence d'Helsinki et souligne que l'A.F.P. a toujours donné l'assurance à ses correspondants de respecter les lois des pays dans lesquels ils travaillent.

A Paris, un entretien a eu lieu à ce sujet entre un haut fonctionnaire du Quai d'Orsay et un représentant de l'ambassade soviétique. Ces démarches ont été suivies à la convocation, le 24 juillet, de M. Dillon par le ministre soviétique des affaires étrangères. M. Dillon s'est vu reprocher la conduite de trois des journalistes de son bureau et avait reçu une note les accusant d'avoir « enfreint systématiquement les lois soviétiques et l'ordre public » (le Monde du 27 juillet).

L'accreditation du correspondant du Financial Times à Moscou vient, d'autre part, à annoncé vendredi le Foreign Office, d'être prolongée de six mois. Les autorités soviétiques n'avaient anté-

rieurement accepté de la prolonger que de six semaines, jusqu'à la mi-août, et cette décision a été suscitée de vives protestations à Londres et à Washington où on l'avait jugée contraire aux accords d'Helsinki. M. David Satter, le correspondant du Financial Times, est de nationalité américaine.

Les conditions de travail des journalistes étrangers en poste à Moscou s'étaient notablement détériorées ces derniers mois. Deux correspondants de la télévision ouest-allemande ont été expulsés et plusieurs autres ont été nominalement pris à partie dans la presse soviétique. — (A.F.P., Reuters.)

M. Vladimir Porech, membre du « Séminaire de philosophie religieuse » réunissant des intellectuels de Moscou et de Leningrad, a été arrêté le 1^{er} août dans cette ville, indigne-t-on de source religieuse dissidente. M. Porech est poursuivi pour avoir diffusé la revue « Obshchestvo » (La Communauté) éditée par ce groupe en « samizdat », et qui contenait selon les autorités des « calomnies antisoviétiques ». Le 1^{er} août, également, ont été opérées des perquisitions chez trois autres personnes membres ou proches du séminaire, MM. Bebelov, Koutsev et Akhapike. — (A.F.P.)

Tchécoslovaquie

LE VISA DE SORTIE EXIGÉ POUR LES VOYAGES EN YOUGOSLAVIE EST SUPPRIMÉ

Le gouvernement tchécoslovaque a annoncé, vendredi 3 août, que ses ressortissants ne devaient plus en vacances en Bulgarie n'auraient plus besoin d'un visa de sortie pour pouvoir transiter par la Yougoslavie. Cette décision est la conséquence la plus spectaculaire de l'obligation faite, depuis le 1^{er} août, par la Roumanie aux touristes étrangers de payer leurs achats de détail dans les magasins tchécoslovaques ou roumains. Les Tchécoslovaques n'ont pas à débourser de monnaie roumaine jusqu'au 10 août (le Monde du 4 août), une grande confusion continue à régner aux frontières du pays où des milliers d'automobilistes sont toujours bloqués. Le « système » des autorités roumaines qui réservent à une minorité de touristes le droit de leur traitement aux touristes des pays capitalistes qu'ils ont des communautés socialistes, a été dénoncé avec vigueur par les pays « libres ». La Pologne et la Tchécoslovaquie ont déconseillé à leurs ressortissants de se rendre en Roumanie. Les Hongrois ont annulé le « visa-touriste » de leur pays et la R.D.A. vient à son tour d'élever, vendredi, une protestation officielle. — (A.F.P., Reuters.)

Malgré le « surpi » accordé par Bureaux aux touristes des pays socialistes, qui pourront payer leur essence en monnaie roumaine jusqu'au 10 août (le Monde du 4 août), une grande confusion continue à régner aux frontières du pays où des milliers d'automobilistes sont toujours bloqués. Le « système » des autorités roumaines qui réservent à une minorité de touristes le droit de leur traitement aux touristes des pays capitalistes qu'ils ont des communautés socialistes, a été dénoncé avec vigueur par les pays « libres ». La Pologne et la Tchécoslovaquie ont déconseillé à leurs ressortissants de se rendre en Roumanie. Les Hongrois ont annulé le « visa-touriste » de leur pays et la R.D.A. vient à son tour d'élever, vendredi, une protestation officielle. — (A.F.P., Reuters.)

CAMILLE OLSEN.

Grande-Bretagne

La réduction des dépenses publiques suscite un mécontentement croissant

De notre correspondant

Londres. — Les économies sévères de fonds publics ordonnées par le gouvernement conservateur britannique suscitent un mécontentement croissant à mesure que leurs effets se font jour. L'opinion comprend que les réductions de 3 milliards de livres, cette année, et celles de 4 milliards prévues pour le budget qui prend effet en avril 1980, ne seront pas atteintes par une simple réforme des méthodes de gestion travaillistes, mais qu'elles affecteront directement la vie quotidienne dans de nombreux domaines.

Déjà, les réductions de dépenses sur l'éducation, la santé et les collectivités locales, dont l'inflation devrait déjouer l'effet — le gouvernement prévoit un taux de 17,5 % des novembre prochain — provoquent quelques mouvements qui pourraient s'amplifier.

Après le flot de critiques conservatrices contre l'« État providence » institué après guerre, il est permis de se demander si le gouvernement, sous prétexte d'économies vertueuses, ne cherche pas délibérément à affaiblir la qualité des services publics, afin de préparer plus facilement l'opinion à une prise de relais par le secteur privé.

Le service national de santé doit rogner 100 millions de livres sur ses dépenses. Cette semaine, la direction de la santé d'un quartier sud de Londres a refusé d'acquiescer au 3,3 millions de livres, affirmant que ses malades en souffriraient et que plusieurs dizaines en mourraient, ses hôpitaux étant spécialisés dans les traitements des cancers. Patrick Jenkin, le ministre de la santé, a réagi à ces arguments « hystériques » en suspendant purement et simplement les responsables de la région des soins admi-

triciens, qui a décidé de confier la santé de ses quarante mille adhérents à une entreprise médicale privée. Une décision vivement critiquée par les autres centrales membres du TUC.

Mais la plus spectaculaire des premières révoltes contre les compressions budgétaires risque d'être celle des douaniers. Menacés par mille huit cents licenciements cette année et six mille supplémentaires en 1980, ils viennent d'entamer une grève du zèle qui devrait donner sa pleine mesure ce week-end : des queues de deux à quatre heures sont redoutées aux principaux ports et aéroports.

Dans le domaine de l'éducation, les 325 millions de livres réclamés par le gouvernement signifient la fin des transports scolaires gratuits, de la bouteille de lait quotidienne, et le doublement du prix des cantines. Les collectivités locales ont reçu l'ordre de réduire leurs dépenses de six cents millions de livres. Dans de nombreuses villes, cela entraînera des collectes d'ordures moins fréquentes, la suppression des vacances des handicapés, des fermetures de bibliothèques.

Horrible la défense, aucun domaine n'a été oublié : c'est ainsi que trois mille comédiens ont suivi, voici quelques jours, dans les rues de Londres, l'enterrement symbolique du théâtre britannique, terrassé par la privation des subventions et la hausse de la T.V.A. — (Interim.)

DIPLOMATIE

UN VISA POUR LA FRANCE A ÉTÉ ACCORDÉ AU PRINCE SIHANOUK

Le prince Sihanouk viendra en France avant la fin de l'année, apprend-on de bonne source. L'ancien chef de l'État du Cambodge, actuellement à Pong-mang (Corée du Nord), a été accordé un visa qui lui a été accordé par l'intermédiaire de l'ambassade de France à Pékin.

Le prince Sihanouk avait déjà eu l'intention de venir en France au début de l'année, peu après la chute du régime des Khmers rouges (7 janvier) et son départ du Cambodge. La situation en Extrême-Orient et notamment l'attaque chinoise contre le Vietnam (17 février) l'avaient cepen-

dant retenu à Pékin où il résidait alors.

Le prince Sihanouk avait ensuite manifesté son intention de venir à Genève, puis en France, lors de la conférence de l'ONU sur les réfugiés (20 juillet). Craignant que sa présence en Europe ne suscite des polémiques et ne complique encore le problème des réfugiés, le gouvernement français n'avait alors pas voulu qu'il le travail de « copage » soit en France. Un visa, serait accordé au prince s'il le demandait. Le prince Sihanouk possède une villa en Provence.

LE MINISTRE ROUMAIN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES REMET UN MESSAGE DE M. CEAUSESCU A M. GISCARD D'ESTAING

M. Andrei, ministre roumain des affaires étrangères, a été reçu vendredi 3 août, pendant une heure quinze, par le président de la République, en compagnie de M. François-Poncet, ministre des affaires étrangères.

A sa sortie, M. Andrei a déclaré qu'il avait parlé avec M. Giscard d'Estaing des relations entre les deux pays, en particulier des relations économiques. « Nous avons également échangé nos vues, a-t-il dit, sur la détente et la coopération en Europe dans le cadre de la préparation de la réunion de Madrid, en novembre 1980 (sur l'application de l'acte final d'Helsinki) et d'une manière générale pour créer un climat de paix et de sécurité entre les peuples ».

Le ministre roumain a remis à M. Giscard d'Estaing un message d'amitié du président roumain M. Ceausescu.

Parti vendredi après-midi pour Lusignan (L.-et-G.), où il a poursuivi ses conversations avec M. François-Poncet, dans la soirée, le ministre roumain, M. Andrei sera dimanche et lundi à Strasbourg et repartira Bureaux mardi via Paris.

La Commission des Communautés européennes a officiellement confirmé, vendredi 3 août, par la voix de son porte-parole, qu'elle était « informée » des contacts du gouvernement français avec l'émir du Koweït.

La Commission, a poursuivi le porte-parole, « a pris position » sur les questions de dialogue sur les questions de pétrole entre les parties intéressées. Elle s'attend qu'à l'initiative de la présidence (qui est actuellement française) la Communauté européenne se consacre aux différents aspects de cette question. — (A.F.P.)

L'ALGÉRIE DEMANDE L'AGREMENT DE M. SAHOUNOUE comme ambassadeur à Paris

Le gouvernement algérien a demandé l'agrément du gouvernement français pour la nomination de M. Mohamed Sahounou comme ambassadeur à Paris, en remplacement de M. Bedjaoui. Le gouvernement algérien a, d'autre part, annoncé qu'il avait donné son agrément à la nomination de M. Marillon comme ambassadeur à Alger (le Monde du 4 août).

M. Sahounou, un ancien ministre du P.N.U. en tant que membre du comité directeur de l'Union des étudiants algériens, a été nommé directeur des affaires politiques aux affaires étrangères. Il a succédé au secrétaire général adjoint de l'Organisation de l'Unité africaine (O.U.A.) puis secrétaire général adjoint de la Ligue arabe, qui, à son initiative, institua un département des affaires africaines et un fonds de solidarité arabo-africain (1973). Il était depuis 1975 ambassadeur en Allemagne fédérale, second partenaire économique de l'Algérie.

La section syndicale C.F.D.T. des affaires étrangères et le Syndicat général de l'éducation nationale (C.F.D.T.) protestent dans un communiqué contre la réintégration « arbitraire et abusive » dans son académie d'origine de M. Pasaut, attaché culturel à l'ambassade de France à Niagarua, à un an de la fin de sa mission aux affaires étrangères. Il s'agit selon les syndicats d'une « sanction disciplinaire ». M. Pasaut avait, en mai dernier, donné son accord à l'hébergement chez un coopérant français d'un fugitif nicaraguayen menacé de mort, que l'ambassadeur de France, M. Kéballi lui ordonna de faire renvoyer. M. Pasaut déclara alors sa mutation à un autre poste dépendant du Quai d'Orsay, sur cette affaire, le Quai d'Orsay déclare qu'il ne s'agit nullement d'une sanction mais que les postes qui demandaient M. Pasaut lui-même et sa femme (également enseignante) n'ont pu être trouvés à l'étranger.

ASIE

Vietnam

Des « organisateurs de départs illégaux » sont condamnés à de lourdes peines

Des tribunaux vietnamiens ont prononcé de lourdes peines à l'encontre de personnes accusées d'organiser des départs illégaux de réfugiés. M. Pham Van Mon a été condamné à mort « rétroactivement » par un tribunal populaire de la province de Dongnai, a annoncé, samedi, le quotidien du P.C.V., Nhan Dan, le journal n'a pas précisé si le condamné avait été exécuté. Deux de ses complices ont été condamnés à des peines de vingt et sept ans de prison. M. Mon était accusé de meurtres, d'abus de confiance et d'incitation à l'émigration illégale. Vendredi, un tribunal de Ho-Chi-Minh-Ville avait condamné plusieurs organisateurs de départs à des peines de huit à dix-huit ans de détention.

D'autre part, l'agence Tass a accusé, vendredi, la VII^e flotte américaine, qui croise en Asie du Sud-Est pour rechercher « le bon peuple » et « actions préventives », la présence de bâtiments américains à proximité immédiate des eaux territoriales vietnamiennes pour pratiquer une certaine catégorie de personnes de ce pays à émigrer illégalement, poursuit l'agence, ce qui occasionne pour le gouvernement vietnamien des difficultés.

Chine

Victimes de la révolution culturelle

TROIS ÉCRIVAINS SONT RÉHABILITÉS DONT DEUX À TITRE POSTHUME

Trois écrivains célèbres, qui avaient été condamnés lors de la révolution culturelle, ont été réhabilités officiellement vendredi 3 août, a annoncé en première page le quotidien de Pékin. Les membres de l'ancienne rédaction, dont la directrice de ce journal, Mme Fan Jin, sont aussi réhabilités, ainsi que deux publications littéraires fondées pendant la révolution culturelle. Le Soir de Pékin et le Front.

M. Liao Moeha est le seul survivant des trois écrivains connus en 1966 sous le nom de « groupe anti-parti du village des trois familles » allusion à la série de nouvelles parues en 1961-1962 dans le Soir de Pékin sous le titre « Chronique du village des trois familles » qui critiquaient violemment la politique de Mao Tse-tung. Les deux autres, Deng Tuo et Wu Han, sont, selon la décision publiée vendredi, « morts en fait » à la suite de persécutions de la bande des quatre. Tous trois ont été réintégrés dans le P.C. chinois, MM. Deng et Wu à titre posthume. M. Liao est âgé de soixante-deux ans. — (A.F.P., Reuters.)

LETTRES

A PROPOS D'UN FEUILLETON

Eugène Sue, Atar-Gull et... le socialisme

« Le Monde » vient de publier durant un mois, « l'Atar-Gull », d'Eugène Sue. Quelle a été la place de l'œuvre dans la vie de l'auteur ? Quelles étaient les préoccupations politiques de celui dont Victor Schoelcher était l'ami ? Jean-Marc Barrois, qui vient de consacrer une thèse à l'écrivain, répond à ces questions.

En écrivant *Atar-Gull*, malgré la « terrible crainte de passer pour un homme abominable, faisant de l'horreur à plaisir », Eugène Sue, jeune élève et littérateur dilettante, jouait et gagnait. Il rentrait en France après trois ans de voyages en mer que lui avait imposés, par souci de mer sa turbulence, son père, Jean-Joseph Sue, médecin. *Atar-Gull* a été avant tout le roman du sarcasme traduit dans une verve « fantastico-cyano-crimelle » qui permettait à son auteur d'effaroucher et de scandaliser, trop certain qu'il était d'enthousiasmer dans le même temps. C'est ce qui se produisit : « l'effet fut immense », raconte son ami Ernest Legouvé, et de fait les éloges pleuvaient, comme les critiques. Un an après une adaptation mélodramatique était donnée à l'ambigu, signe indubitable de succès.

Que s'était-il donc passé ? Eugène Sue venait simplement de montrer, avec une légèreté et un cynisme déconcertants, des scènes et des êtres dont l'outrance (qui était un jeu) laissent transpirer une bien embarrassante critique de l'homme et de la société : «... la jouissance de cette peinture trop exacte (je le crois) de la traite des Noirs, de leur esclavage et de ses résultats, fut vaine, non élever une polémique bâtarde et usée sur des droits que plusieurs contestent, mais bien poser des faits, des chiffres, au moyen desquels chaque partie adverse pourra établir ses comptes. L'addition, seulement restée à faire », écrit l'auteur dans sa lettre-préface à Penimore Cooper.

Eugène Sue dénonce les terribles dégâts et les rôles coloniaux qu'il se croient d'ailleurs honorables et bons, et pousse l'inconscience d'une société raciste jusqu'à récompenser le vindicatif, démocratique et criminel esclave Atar-

Gull en lui décernant un prix de vertu ! L'écrivain exulte de dérision ; sa jeunesse il est vrai succombe devant les tristes arcanes du monde : le favoritisme dont il bénéficie pour passer chirurgien en chef sur un navire de l'Etat le dégoûte ; les actes belliqueux des grandes puissances (ces « forbanes ») contre la Turquie lors de la bataille de Navarin l'écœurent ; la bonne conscience des gens placés lui répugne (particulièrement les lous-philippards) ; c'en est trop pour un caractère aussi aisé : ce désenchantement, mêlé à une nature espiègle, engendrent une ironie amère qui animera encore bien des romans d'Eugène Sue. (Le *Salamandre*, 1833 ; le *Vipère de Kout-Ven*, 1833) : une ironie qui éclaire davantage ses extravagances de dandy.

Les très fermés salons du noble faubourg s'ouvrent au brillant et beau brun aux yeux bleus dont le nez « canaille » va si bien avec son esprit osé, une aristocratie rassurée par l'extrême dévotion du jeune homme et les armoiries qu'il fait peindre sur ses voitures. Que l'on ne s'y trompe pas pourtant, l'homme de justice ne s'est pas évanoui et ne cédera plus longtemps à l'idéal du monde : l'idylle s'effondre en effet avec la publication de *Laitreumont* (1837). Dans ce roman historique, Eugène Sue s'en prend à Louis XIV, le tyran et le despote, ce qui ne peut plaire ni aux aristocrates ni à Sainte-Beuve, qui lui reproche de n'avoir voulu montrer « qu'un côté, le positif et le vilain, d'un grand règne ».

Une série de malchances

S'ensuit une série de malchances et de désagréments pour le jeune écrivain marseillais : ruine, déception amoureuse, sécheresse littéraire, dépression morale profonde. Le dandy se retire en Solagne, à Soumagne, où il trouve le calme rassurant qui lui permet d'écrire son doute en amour : *Arthur* (1838), premier roman-feuilleton d'Eugène Sue, est fort bien accueilli. Puis *Mathilde* apparaît en 1840 et en 1841, pour séduire les foules ; on s'arrache la *Presse* afin de découvrir avec anxiété qui des maux ou des bons aristocrates (apparition des justiciers) s'appropriera la douce

Mathilde, qui enfin se révoltera devant la condition réservée à la femme par la société et ses lois : elle n'hésitera pas à faire un second mariage.

Eugène Sue est alors au seuil du tournant de sa vie. Devenu spécialiste de « la suite à demain » qui organise le « suspense », caractéristique des romans-feuilletons inaugurés en 1836, l'écrivain annonce un véritable roman « noir » dans sa préface des *Mystères de Paris* (le *Journal des débats*, 19 juin 1842), réservant ainsi des sensations fortes et inédites à un public avide et prêt à « assister à des sinistres scènes (...) dans des régions horribles, inconnues : des types hideux, effrayants, journaliers dans ces cloques impures comme les reptiles dans les marais... ». Eugène Sue développe encore et toujours sa préoccupation à l'horrible, au cruel. Ce monde ainsi décrit, c'est la classe dangereuse des bas-fonds de Paris, dans la cité, tout près de nous. Il se produit alors un phénomène que personne n'attendait : la classe laborieuse, qui a compris, elle, le triste chemin de la misère, du chômage, de la violence et du crime, clame et chante soudain son nouveau « roman populaire » tant attendu ! Alors commence un incroyable dialogue épistolaire, égayé d'enquêtes et de réflexions, entre le peuple travailleur et misérable des bas-fonds, et Eugène Sue, l'éminent qui, après s'être écrit : « Je suis socialiste ! », déclare maintenant : « Je vois clair ».

La voie tracée

Sa route était dès lors tracée : il n'en changea que pour mieux défendre la cause du peuple et des opprimés, la femme incluse. En effet, le *Jury errant* (1844-1845), puis les *Mystères des enfers* (1846-1847), romans-feuilletons sociaux, fort revendicatifs dans une conception fourréte de la société devenue plus précise, furent les nouveaux jalons littéraires d'Eugène Sue qui restèrent droit à la révolution de février 1848. L'auteur réclame l'augmentation des salaires, l'égalité des salaires des femmes avec ceux des hommes, la participation des ouvriers dans la marche de l'entreprise, la libération de la femme, l'égalité devant la justice, des activités culturelles, etc.

La Seconde République devait satisfaire, dix-sept ans après, la toute première revendication d'Eugène Sue : son ami Victor Schoelcher, antiraciste acharné et convaincant, se voyait en effet chargé par l'Assemblée de proposer l'abolition de l'esclavage. Les bords de l'Assemblée virent pourtant le député Eugène Sue timide et muet, après les élections partielles d'avril 1850, dans la Seine : l'écrivain n'était ni un philosophe ni un politicien, mais un philanthrope socialisant qui lançait avec jargon des idées progressistes (et parfois révolutionnaires) tout au long de ses romans.

Eugène Sue s'exila volontairement à Annecy, en Savoie (alors Etat suisse), après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, pour échapper aux deux dérogations signées par Louis-Napoléon.

Dans l'exil, l'écrivain s'adonna à un travail littéraire intense qui lui permit d'oublier la triste réalité politique, et son propre isolement. Il poursuivait son plus long roman jamais écrit, les *Mystères du peuple*, vaste (et lourde) épopée du peuple commencée à Paris en 1849 et qu'il n'acheva qu'en 1866. Eugène Sue voulait démontrer avec ce roman qu'il n'est pas une réforme religieuse, politique ou sociale, que nos pères n'ont été forcés de conquérir de siège en siège, au prix de leur sang, par l'insurrection. Napoléon III éprouva le besoin de faire juger et supprimer l'œuvre en question (d'ailleurs considérée pour atteindre aux institutions « du gouvernement de son pays », pour renversement « de tous les principes sur lesquels reposent la religion, la morale et la société »), et pour bien d'autres motifs encore.

Eugène Sue mourut pendant la prison le 3 août 1857, terrassé par une hémiplegie. Trois mille personnes suivirent, à l'aise, le char funéraire aux emblèmes républicains. C'est mille Chavours, président du Conseil municipal, avait photographié à Annecy : «... tous défendrez qu'aucun discours ne soit pas (sic) prononcé, surtout pas des réfugiés... ». Les Chavours, président du Conseil municipal, avait photographié à Annecy : «... tous défendrez qu'aucun discours ne soit pas (sic) prononcé, surtout pas des réfugiés... ». Les Chavours, président du Conseil municipal, avait photographié à Annecy : «... tous défendrez qu'aucun discours ne soit pas (sic) prononcé, surtout pas des réfugiés... ».

A l'instar d'Atar-Gull, cynique et criminel, devenu dix années plus tard le digne et savant docteur David au service du progressiste Rodolphe dans les *Mystères de Paris*, Eugène Sue le « lion » sceptique était devenu toujours plus socialiste, à l'encontre de bien des littérateurs et hommes politiques de l'époque.

JEAN-MARC BARROIS.

UN DOCUMENT SUR LES EXPEDITIONS NEGRIERES

La publication de l'Atar-Gull d'Eugène Sue, œuvre dont la traite des Noirs fait la trame, met à l'ordre du jour un ouvrage édité en 1978 par la Société française d'histoire d'outre-mer et la librairie orientaliste Paul Geuthner. Il s'agit d'un document exceptionnel qui, sous le titre de *Répertoire des expéditions négrières françaises au XVIII^e siècle*, dresse la liste des mouvements au départ de Nantes de navires français utilisés au transport des esclaves entre les côtes africaines et les Antilles.

Dans l'énumération de ces mouvements de navires, à travers les renseignements donnés, sur leurs équipages, dans la citation sèche des incidents, noyades et morts qui marquent chaque traversée, surgit toute l'histoire de l'esclavage et le rôle que joua la France durant cette honteuse période. Il faudra attendre 1948 et Schoelcher pour que l'esclavage soit enfin condamné par la France. Jean Mettas, mort prématurément en 1975, signe le premier tome de ce document, travail gigantesque repris par Serge Daget. Mille quatre cent vingt-sept expéditions négrières y sont traitées.

* « Répertoire des expéditions négrières françaises au XVIII^e siècle ». Société française d'histoire d'outre-mer, 500 pages.

PRESSE

LE TRENTIEME ANNIVERSAIRE DE « PARIS-MATCH »

L'hebdomadaire *Paris-Match* fête son trentième anniversaire avec le numéro daté du 10 août 1979. En 1949, M. Jean Prouvost relance l'ancien *Match* d'avant-guerre sous le titre *Paris-Match*, comportant de grands reportages en couleurs, qui font le succès de l'hebdomadaire jusqu'en 1958 (1 600 000 ex.). Puis, sous l'effet de la concurrence de la télévision, *Paris-Match* connaît un net déclin. En 1976, la société Cogedipresse, dont M. Daniel Philippacchi est le président-directeur général, devient propriétaire du titre et la publication connaît à nouveau l'essor.

M. Harry Dunphy a été nommé directeur de l'agence pour la France d'Associated Press (A.P.), en remplacement de M. Marc Rosenblum, devenu rédacteur en chef de *The International Herald Tribune*.

La revue trimestrielle « *Trimédia* », éditée par l'Ecole supérieure de journalisme de Lille, publie dans son numéro 7 un important dossier, celui des « Informations locales et grands ensembles », vu d'Amiens (Somme).

Au sommaire de *Trimédia* figure également un intéressant portrait d'Albert Camus, journaliste.

Trimédia, 67, boulevard Vauban, 59045 Lille Cedex.

Le dépôt des candidatures pour le Prix International de journalisme Bernard-J.-Cabanès, destiné aux journalistes d'agences de presse télégraphique, sera clos le 1^{er} octobre prochain inclus. Rappelons que M. Cabanès, alors rédacteur en chef à l'Agence France Presse, mourut le 14 juin 1978, des suites d'un attentat commis contre son domicile.

* Association des amis de Bernard J. Cabanès, 33, rue Chardon-Lagache, 75016 Paris.

Les syndicats de journalistes (S.N.J., S.J.F.-C.F.D.T., C.G.T.) ont demandé aux organisations patronales de la presse française l'ouverture d'une négociation nationale sur l'ensemble des problèmes posés par la modernisation des entreprises de presse.

Dans une communication publiée récemment, le syndicat national des journalistes C.G.T. proteste contre la réduction de 1 % des cotisations de Sécurité sociale et la « baisse du pouvoir d'achat » des journalistes.

INFORMATIONS PRATIQUES

UN COIN POUR JOUER

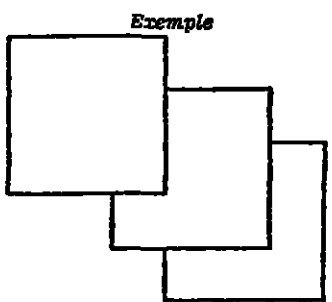
Problème n° 11

La logique des feuilles

L'induction, cet art de remonter le cours des événements logiques, est un des rares voyages dans le temps qui nous soient actuellement possibles. Le cheminement, des conclusions aux prémisses d'une situation prend donc d'autant plus d'intérêt.

Ici, trente feuilles de papier de format carré ont été posées successivement les unes sur les autres. Chacune est de dimensions identiques à celle qui se trouve au-dessus, vers le centre.

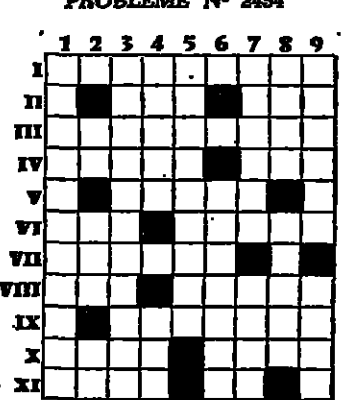
Dans quel ordre les feuilles ont-elles été posées ?



PIERRE BERLOQUIN.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2454



HORIZONTALEMENT

I. Peut avoir toute une collection de briques. II. On l'aide blanc quand il est pourri. Peut blesser quand il est gros. III. Justifie la construction d'un chalet. IV. Coûtent dans une ronde. Est fier dans les discussions. V. Nom qu'on donne à des gincloves. VI. Pièce de charnu. Qui n'est donc pas dérivé du fondement. VII. Qui ont donc expiré. VIII. Fut une réaction de roses. Mot qui peut évoquer le portrait d'un inconnu. IX. Attachés par celui qui donne l'alarme. X. Court en Australie. Fina un oeil. XI. Capitale, pour Assuérus ; Mineur, pour une messe.

VERTICALEMENT

1. Endroits où les truffes sont

très abondantes. — 2. D'un auxiliaire : Recommence à se frapper ; Mis en marche. — 3. Pourraient être assimilés aux mangeurs de feu. — 4. Que l'on a donc fait servir. — 5. Ruse empruntée quand elle est barbe. — 6. Où il y a donc du charbon. — 7. Complètement ravagés. — 8. Chertés à prendre l'air ; C'est tout bénéfice. — 9. Ses évènements des yeux ronds ; Dirigea deux expéditions dans l'Antarctique. — 10. Mis à plat ; Ne règne plus.

Solution du problème n° 2453

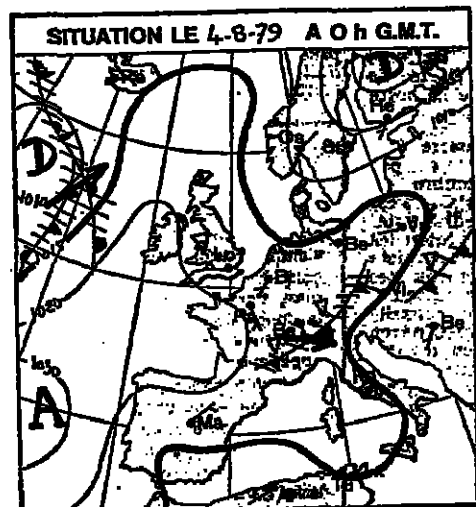
HORIZONTALEMENT
I. Presbytie (cf. « conserves ») ; Zébré. — II. Rance ; Abri ; Bien. — III. Epître ; Issues. — IV.

Diéser ; SN ; Dâ. — V. Id ; Star ; Oiseau. VI. Gâ ; Sienne ; Ave. — VII. Emoluments ; Vis. — VIII. Recluse ; Esses. — IX. En ; Souffrance. — X. Tapi ; Eu ; Très. — XI. Rance ; Epis ; XII. Ed ; Icare ; Cerveau. — XIII. Ed ; Vision ; Soc. — XIV. Remiser ; Erreur. — XV. Eris ; Récrées ;

VERTICALEMENT
1. Prédigé ; Bière. — 2. Rapidement ; Cher. — 3. Enée ; Oc ; Ara ; Id. — 4. Scissile ; Partie. — 5. Bânet ; Ultime. — 6. Framme ; Ver. — 7. Tr ; Rense ; Cira. — 8. Idis ; Narouées. — 9. Ers ; Ont ; Prier. — 10. Is ; Insectivore. — 11. Usé ; Si ; Sensé. — 12. Ebène ; Set ; Els ; Laveur ; Usa. — 13. Entités ; Istoc. — 14. Ré ; Dévisés ; Oul. — 15. Entités ; Istoc.

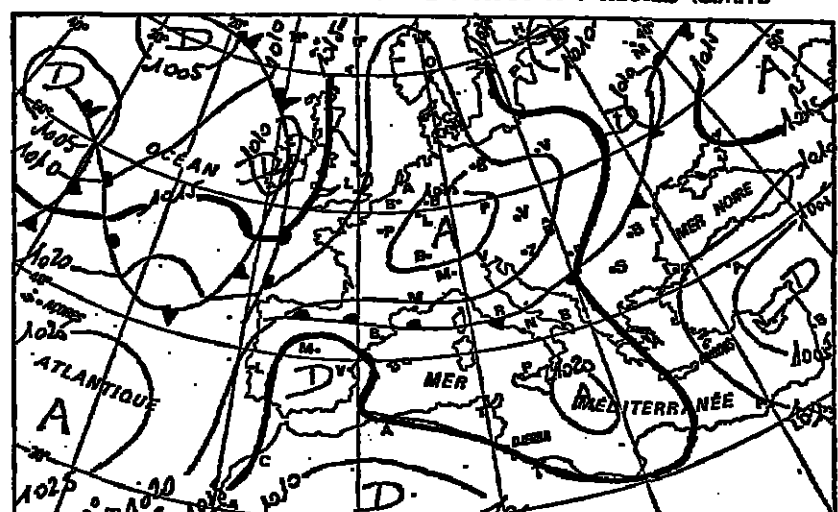
GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 4 août à 6 heures et le dimanche 5 août à 24 heures.

Dimanche, le temps sera généralement bien ensoleillé au début de la journée après des brumes ou des brouillards temporaires formés au lever du jour, surtout en plaine et dans les vallées de l'intérieur. Ensuite, le beau temps s'installera en de nombreuses régions. Cependant, les nuages deviendront plus abondants sur le bassin aquitain, le sud-ouest du Massif Central, les Pyrénées et le Roussillon, où des orages pourront se développer.



D'autre part, le temps deviendra plus nuageux sur la Bretagne et les côtes de la Manche, les brumes ou les brouillards temporaires seront probables sur les côtes.

Les vents souffleront au secteur sud-est de l'Atlantique et deviendront modérés.

Il fera un peu frais le matin dans les régions de l'intérieur, mais les températures maximales seront en hausse, sauf dans les régions affectées par des orages.

Samedi 4 août, à 6 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1021,6 millibars, soit 765,8 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au

cours de la journée du 3 août ; le second, le minimum de la nuit du 3 au 4) : Alsedo, 30 et 18 degrés ; Biarritz, 22 et 17 ; Bordeaux, 22 et 11 ; Brast, 30 et 11 ; Osea, 31 et 11 ; Cherbourg, 19 et 12 ; Clermont-Ferrand, 19 et 12 ; Dijon, 24 et 14 ; Lyon, 23 et 14 ; Marseille-Marganne, 21 et 11 ; Nancy, 23 et 14 ; Nantes, 21 et 11 ; Nice-Osse d'Aur, 27 et 8 ; Paris-Le Bourget, 24 et 8 ; Pau, 20 et 16 ; Perpignan, 30 et 21 ; Rennes, 23 et 11 ; Strasbourg, 23 et 13 ; Tours, 23 et 10 ; Toulouse, 28 et 16 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 23.

Températures relevées à Strasbourg : Agadir, 28 et 16 degrés ; Alger, 34 et

30 ; Amsterdam, 30 et 10 ; Athènes, 27 et 28 ; Barcelone, 29 et 22 ; Berlin, 24 et 13 ; Bonn, 32 et 11 ; Brindisi, 29 et 21 ; Bruxelles, 24 et 12 ; Casablanca, 28 et 21 ; Casablanca, 28 et 20 ; Copenhague, 22 et 11 ; Djibouti, 34 et 24 ; Genève, 28 et 14 ; Istanbul, 29 et 18 ; Jérusalem, 32 et 18 ; Lisbonne, 26 et 16 ; Madrid, 32 et 18 ; Managua, 28 et 18 ; Nairobi, 30 et 20 ; Moscou, 29 et 17 ; New-York, 30 et 21 ; Niouba, 30 et 21 ; Palerme, 28 et 25 ; Palma-de-Majorque, 31 et 19 ; Rome, 32 et 20 ; Rhodou, 30 et 23 ; Stockholm, 18 et 8 ; Tunis, 38 et 21 ; Valence, 31 et 23 ; Zagreb, 32 et 19.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 3 août 1979 :

DES DECRETS
● Relatif au paiement de la taxe sur les salaires aux taux majorés ;

● Portant attribution d'une bourse de licence à certains candidats admissibles au concours d'entrée à l'Ecole normale supérieure de l'enseignement technique ;

● Modifiant le décret du 3 février 1973, modifié par le décret du 22 mars 1977, instituant des brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur de centres de vacances et de loisirs.

Sont publiés au Journal officiel du 4 août 1979 :

DES DECRETS
● Modifiant l'article R. 250-1 du code de la route (agents chargés de la surveillance de la voie publique) ;

● Modifiant le décret du 3 juin 1977 sur l'agriculture de montagne et certaines zones défavorisées.

UNE LISTE
● D'admission à l'école de formation des officiers du corps technique et administratif de l'armée de terre en 1979 (recrutement général-direct).



Monde aujourd'hui

VU DE PARIS

ÉDITION

F 4

Schtroumpf patron

ELLE est derrière ses rideaux. Elle attend, à la limite, haineuse. Elle guette une détermination, un pas dans l'escalier, un coup répété contre la porte. Elle se tressasse. A regarder grandir l'ombre de ses enfants, elle n'a pas vu tomber la nuit, passer le temps. Elle a envie de dire. Dire quoi au juste. Toute une journée de pas perdus.

Elle guette en surveillant le double qui attend. Elle guette en regardant un pantalon, allez, elle peut bien y aller de sa pattemouille, elle n'empêchera pas les enfants de prendre un mauvais pli. Elle attend. Elle attend une chemise à laver qui redonnera un sens à sa vie.

Sa vie, à mon Dieu ! Sa vie n'a été qu'un oiseau, elle a franchi chaque jour de marché le Golgotha des paniers à la main, elle s'est toujours levée tôt pour une lessive du mercredi, un petit déjeuner du dimanche, un coup de chiffon sur les meubles, et elle attend, soucieuse encore, et pr éventive, consciencieuse et tyrannique, mais chez elle on vous le dira on n'est pas gras à lécher les murs, non, bonne cuisinière, pour ça, reprennez-en un peu, et coquette malgré tout, propre sur elle, soignée, derrière son tablier, depuis le temps qu'elle garde ses bigoudis, elle n'a rien de la coquette, soignée, balais et des poussières, elle nettoie, elle attend et elle tourne, retourne des pensées, des hantises, des coiffes et des souvenirs, dévotion tournoise du temple familial, femme en souffrance, dans une consigne désaffectionnée, une gare dont on ne part plus.

Elle attend, s'ennuie et ne veut pas dérangier. Elle attend, inquiète, derrière ses rideaux. Elle attend saint Pierre et un jour il viendra, j'ai réservé pour vous une suite au paradis, après la fin, le tout vous attend en bas, et elle s'excuse, mon Dieu le suis pas même coiffée, mes bigoudis, mon tablier, mon rideau sur le feu, saint Pierre en aura marre et elle ira toute seule prendre un billet de seconde classe dans une gare de banlieue, elle échouera, dégoûtée, plongée pour les siècles des siècles à l'hôtel borgne des Martyrs-Fanés.

HERVÉ PRUDON.

QUAND la passion d'enfant devient métier, la réussite est souvent au bout du chemin. Mais la vie réserve une surprise : le métier, à la longue, dévot la passion.

A vingt-sept ans Jacques Glénat a déjà franchi ces étapes. Fasciné, jadis, de la bande dessinée, il est devenu l'un des pontifes. P.D.G. à l'âge où d'autres cherchent anxieusement à entrer dans la vie « active », il est aujourd'hui à la tête d'une maison d'édition qui emploie, à Grenoble, quinze personnes sans compter les huit représentants qui assurent, dans la France entière, la promotion des œuvres qu'il publie.

Du patron il a la mise sérieuse, le regard cerné de lunettes sans fantaisie, le cheveu ni court ni long, le propos raisonnable. Il parle de sa réussite sans s'en étonner, sans se vanter, comme si elle était naturelle. Il a construit laborieusement la force d'organisation et de suite dans les idées. Il expose ses succès sans s'en glorifier. Il fait état de ses échecs sans gémir. Les affaires, dans la B.D. comme ailleurs, sont les affaires. Ce n'est pas le lieu du sentiment. Quand on dirige une entreprise qui, chaque année, double son chiffre d'affaires — pour atteindre 10 millions de francs en 1979 — on doit être réaliste plus que poète. L'âge ne fait rien à l'affaire.

Littéraire de Jacques Glénat, fils d'un médecin de Grenoble, est d'abord celui d'un enfant sage qui collectionne les soldats, les petites autos et les jouets de bande dessinée (Hélicoptère, Ténis, Spoutnik, etc.). Puis, c'est celui d'un étudiant hésitant qui, bac en poche, tourne autour du pot : il s'inscrit à l'école d'architecture de Grenoble, à la faculté de pharmacie, fait un peu d'anglais. Sans persévérer. Car sa voie il l'avait déjà trouvée, et l'aimait mieux que tout. Il a décidé, lui, être d'aujourd'hui. A l'âge de dix-sept ans, il avait créé un bulletin de liaison entre « amateurs éclairés » de

la B.D. Il le baptisa Schtroumpf, du nom de ces petits lutins inventés par le dessinateur Peyo.

Le premier numéro, polycopié, est tiré à 80 exemplaires. Dix ans après, à Paris, sur les quais, Jacques Glénat en a vu des exemplaires en vente chez des bouquinistes : « 200 francs pièce », dit-il en souriant. C'est rapide, dit le succès. Après dix numéros, on en est à 2 000 exemplaires. Aujourd'hui les Cahiers de la B.D. — héritiers de Schtroumpf — diffusent, tous les deux mois, 12 000 exemplaires. C'est la bible des amateurs de la B.D. qui y trouvent les meilleures monographies sur les dessinateurs et les scénaristes.

En 1971, nouvelle étape pour l'éditeur en herbe, qui a alors dix-neuf ans : il entreprend de publier un livre de dessins d'un de ses professeurs à l'école d'architecture. Dès son troisième livre, Jacques Glénat montre qu'il a du nez : il édite, à 2 000 exemplaires, une série d'une certaine Claire Bretécher : « C'était alors une jeune fille qui s'ennuyait dans un coin ». Aujourd'hui, le livre a dépassé les cent mille exemplaires. Quant à Claire Bretécher, devenue à la mode, « elle ditte toute seule », dit J. Glénat, avec un soupçon de regret mais pas de rancune. C'est la loi du commerce.

Principalement de la B.D.

De livre en livre le succès du jeune éditeur se confirme. Son catalogue compte cent cinquante titres, principalement — mais pas uniquement — de la B.D. Au total les ouvrages se sont jusqu'à présent vendus à plus d'un million d'exemplaires. La société grandit mais ne sort pas de la famille (tout le capital : 20 000 F, puis 200 000 F est détenu par Jacques Glénat, son épouse et ses parents) ni de sa ville natale. Le succès n'a pas grisé : « J'ai toujours fait les choses petit à petit ».

L'éditeur minuscule est devenu l'un des premiers des « petits » éditeurs. Il n'est pas encore, pour les grands de la B.D., un concurrent bien redoutable puisque son chiffre d'affaires est plus de dix fois inférieur à celui du plus grand d'entre eux. Mais il a la vie devant lui.

Et puis, c'est un provincial. Dans les bureaux parisiens on a longtemps souri de ce mou-tique. Aujourd'hui, on le considère d'un autre œil. Paris l'attire pour la qualité de la vie : « J'ai fait du ciel », mais aussi pour la sérénité du métier : « Certes, il n'y a pas grand monde comme éditeur en province, à cause du système de distribution du livre en France. Mais je tiens bon, car, à Grenoble, je réfléchis mieux. A Paris, la spécialité des éditeurs est de s'enflammer pour des riens, des modes. Quand le succès ne vient pas, le découragement est d'autant plus grand. Or, dans ce métier, les erreurs pardonnent d'autant moins qu'on est un petit. A Grenoble, je vois les choses plus sagement ».

Pourtant, au début de son entreprise, il venait à Paris une fois tous les quinze jours, un dernier, une fois par semaine, cette année, deux fois. Pour l'an prochain, il prévoit de passer trois jours par semaine dans la capitale.

Les passions enfantines paraissent bien oubliées : Je lis ce qui sort avec un regard professionnel. Maintenant, quand j'ouvre un bouquin, je regarde d'abord le nom de l'imprimeur. C'est un chef d'entreprise comme un autre. Il trouve, pour décrire sa vie, les accents du patron de P.M.E. : « Être petit patron, c'est avoir des problèmes qu'on n'imagine pas : la secrétaire enceinte qui devra être remplacée, le gars qui s'est fait voler son portefeuille, la palette pleine de bouquins, etc. Et puis, partir en vacances, c'est toujours la croix et la bannière. » Pour le petit Schtroumpf devenu grand, c'est le métier qui entre.

BRUNO FRAPPAT.

USINES

Travail en miettes

LS ont entre vingt et vingt-cinq ans, à peu près. Ce sont des enfants de la douve tourangelle, les enfants d'un pays de misère. Ils ont tous passé plusieurs années en lycée ou en G.E.T. (des lycées, eux aussi, maintenant) ; et même s'ils y ont rarement vécu des heures enthousiasmées, ils y ont acquis un certain savoir, à tout le moins une certaine aisance, une vivacité, une liberté d'allure qui les différencient profondément de leurs aînés, happés par le travail dès quatorze ans, aux portes de l'adulthood.

Les travailleurs-chefs H., une entreprise qui produit des articles de caoutchouc : tuyaux, bateaux... Une usine où « il n'y a que des O.S. et des chefs », à part quelques ouvriers d'entretien. Rien n'y rappelle ce qu'ils ont pu apprendre à l'école ; mais un temps plus ou moins long de chômage les a défaits d'un jour à l'autre. L'importance qu'il a de travailler en construction mécanique, s'est donc retrouvée : contrôler des tuyaux — il est chargé d'en vérifier le diamètre intérieur et extérieur. Du matin jusqu'au soir. Du lundi au samedi. Et Alain, qui a un bac D et a fait trois ans d'études dans une école d'agriculture, est à la cuisine des courtoises.

Beaucoup qui leur ressemblent n'ont tenu qu'une semaine, voire un jour. Alain Pascal, peintre en lettres, qui avait dû renoncer à son métier parce qu'il était sujet au vertige : on l'avait mis — huit heures durant — à tenir un tuyau et à le guider sur une bobine, parce que l'entrepreneur était en panne.

Sur les cent cinquante ouvriers embauchés en 1977, il n'en est resté que dix. Alain, Thierry et les quelques autres qui ont tenu le choc — resteront sans doute un an ou deux ; le temps de trouver une autre chose ou d'avoir une nausée de ce travail plus fort que la nausée du chômage. Ils ne peuvent pas imaginer de passer leur vie là. Leur présence et celle d'autres jeunes qui n'ont pas les mêmes diplômes mais qui leur ressemblent parce qu'ils ont vécu le même genre de vie à l'âge du lycée ont quelque chose d'exploit dans ces murs où rien n'a changé depuis une génération.

Il y a quinze ans, on faisait un tuyau exactement de la même façon qu'aujourd'hui : boudiner, tresser, vulcaniser, dégraisser. Les machines, les postes de travail étaient à peu près les mêmes. Mais les hommes étaient bien différents : c'étaient des

gens de la campagne, des paysans qui quittaient leurs caps de vigne pour venir là, et voyaient souvent une certaine promotion dans le fait d'entrer à l'usine : « ma » machine... Tout le monde, du chef à l'O.S., se connaissait plus ou moins : « Cent Kilos », un vieux ouvrier aîné surnommé pour sa maigreur et sa petite taille, en était un bon exemple : avant de venir à l'usine, il avait longtemps travaillé chez le père de son concubinaire, comme « éboueur de lèches »... Comme les autres, en outre, tourangels, on appelle « lèche » le ver de terre. Symbole de l'attachement d'un certain monde du travail, « Cent Kilos » vient de partir en retraite.

Certains jours, l'absentéisme atteint 25 % des effectifs. Le lundi surtout. Et quand on demande à Pierre de quitter sa machine pour remplacer Paul qui est absent, il arrive que Pierre, juré de sa santé manœuvrière comme un simple pion, plante là son travail et disparaisse jusqu'au lendemain. « La machine est sous pression... Une remarque d'un chef peut déclencher le jet de colère... Tiens, voilà la clé : voilà le placard, prends donc ma place ».

Des luttes syndicales récentes ont apporté une boutée d'air : désormais, la polyvalence est développée systématiquement ; puisque chaque poste de travail est irrémédiablement un poste d'O.S., la qualification consiste à savoir manier plusieurs machines. « Dans mon atelier, explique Francis, il y a eu pour commencer une douzaine de volontaires ; et puis le mouvement a fait tache d'huile. On en a vu — fibres depuis des années dans la répétition du même geste — qui ont commencé à se dire que l'aventure valait peut-être d'être tentée, et qui ont demandé à changer de poste : ça a réveillé en eux le goût de faire quelque chose de nouveau ».

Aujourd'hui, l'objectif syndical est d'élargir la brèche : profiter de la formation permanente pour sortir carrément du monde du caoutchouc ; de la mécanique auto au permis de conduire des poids lourds, de l'anglais à la photographie ou à la comptabilité. Avec — en toile de fond — la volonté de « rendre à ceux qui crévent d'anxiété et de fatigue dans les ateliers leurs capacités créatrices ».

M.-C. BETBEDER.

(Lire la suite page 9.)

LES GRANDS FLEUVES

Le Sénégal, convalescent de la grande sécheresse

par PHILIPPE DEGRAENE

PREMIER fleuve ouest-africain, atteint par les navigateurs venant du nord, le fleuve Sénégal semblait pouvoir conduire tout droit jusqu'au cœur de l'Afrique, qui exerçait un attrait considérable sur les chercheurs de produits exotiques. En effet, c'est de cette « Afrique mystérieuse » — qui n'était que le pays connu avant le quinzième siècle, des Arabes — qu'arrivaient esclaves, morfil, poudre d'or, etc., vers le monde méditerranéen, par des relations continentales directes à travers les déserts. Les richesses fabuleuses qu'on supposait, à tort ou à raison, à ces régions intérieures donnaient un grand intérêt au fleuve Sénégal, qui est effectivement, jusqu'à Bahr, le seul qui pouvait permettre aux navigateurs de pénétrer jusqu'à 1 000 kilomètres à l'intérieur des terres... (1). De fait, en ce qui concerne l'ouverture au monde moderne, tout commence à Saint-Louis, non seulement pour l'histoire du fleuve Sénégal lui-même, mais également pour celle du pays auquel il a donné son nom.

Les Portugais sont les premiers...

Id., comme en beaucoup de points d'Afrique, ce sont les Portugais (2) qui, les premiers, jetèrent l'ancre. En 1444, les caravelles de Nuno Tristão mouillèrent, sans y entrer, au large de l'embouchure du Sénégal, vole d'après carte naturelle aux riches épaves sénégalaises dont la réputation est parvenue jusqu'aux cours européens. Rabelais, lui-même, n'a-t-il pas, dans ses *Horribles et Epouvantables Faits et Prodiges* du très renommé Pantagruel, roi des Dipodotes, fils du grand géant Gargantua, cité le Mali,

faillant ainsi entrer, dès 1432, le grand royaume sénégalais dans la littérature française...

Paraphrasant ou citant de nombreux auteurs plus anciens, Paul Gaffarel écrit : « Le Sénégal ne donne pas seulement son nom à la contrée, mais aussi la vie et la fortune. Depuis sa source jusqu'à son embouchure dans un cours de plus de 1 700 kilomètres il détermine en grande partie les caractères physiques et même les conditions sociales du pays qu'il traverse ».

C'est lui, en effet, qui forme la grande ligne de séparation entre les deux races principales d'indigènes, les Maures sur la rive droite, les Noirs sur la rive gauche. Pour les Européens, il est la seule voie de transport pour leurs marchandises qui couraient de graves risques à circuler par terre. Dans cette admirable alliance des forces de la nature et de ses besoins de l'homme, tout vient du fleuve et s'y rattache : le sol, la culture, le commerce, les mœurs, la misère, la richesse, la paix et la guerre. Cette harmonie doit toujours être présente à l'esprit de quiconque veut comprendre l'histoire du Sénégal. Elle seule donne la clef... (3).

On retrouve un demi-siècle plus tard, chez l'historien André Villard, les mêmes affirmations plus nuancées toutefois sur le rôle économique et commercial du fleuve vis-à-vis de l'ensemble des régions traversées. Selon Villard « en somme, le fleuve Sénégal fait impression sur une carte par son heureux tracé qui en fit longtemps la meilleure route du Soudan, mais la barre, son cours difficile, son régime capricieux lui enlèvent ses avantages. Il est aujourd'hui surtout un facteur de vie entre le désert maure et les tristes solitudes herbeuses du Fouta. Il a attiré

des peuples. C'est la grande rue du mal et des biens... » Et d'ajouter — propos qui prennent une dimension particulière aujourd'hui où la mise en valeur de la vallée du fleuve figure au centre des préoccupations des dirigeants de Dakar : « Peut-être au prix de certains travaux pourrait-il mieux remplir ce rôle nourricier et redonner aussi bien un des chemins du Soudan qu'un des greniers de l'Afrique occidentale... » (4).

Trois siècles de mouvance française

Ce n'est, semble-t-il, que deux siècles après que les caravelles portugaises eurent commencé à fréquenter ces régions que les Français s'y installèrent de façon vraiment permanente. C'est en 1659, notamment, deux ans après la création du Cid par Pierre Corneille que des navigateurs normands construisirent un premier établissement dans l'actuelle Ile de Bahagneya. Cependant, dès 1626, Richelieu avait envoyé au Sénégal un premier directeur, Thomas Lambert. Mais ce ne fut qu'en 1659 que le commis Louis Caullier, soucieux de mettre son logis à l'abri des crues du fleuve, l'implanta dans l'actuelle Ile Saint-Louis. La ville allait, à de brefs intervalles, demeurer trois siècles dans la mouvance française, par sa position sur le fleuve, servit de tête de pont à la pénétration vers l'intérieur du continent noir.

Dans un texte manuscrit intitulé *Le fleuve Sénégal* n'a dit, l'écrivain Abdou Anta Ka, conseiller culturel à la présidence

de la République du Sénégal, fait parler le fleuve en ces termes de la ville qui verrouille son embouchure : « J'ai vu Saint-Louis grandir. J'ai été le témoin de toutes les convoitises dont elle fut l'objet. Elle fut française, hollandaise, anglaise, bien que portant le nom d'un grand roi catholique et français. Sous Louis XIV, l'amiral Jean d'Éstrées, nommé en gouverneur de Saint-Louis. Un autre Français achève son œuvre : Faidherbe. Il fut le bâtisseur de Saint-Louis. Je le voyais souvent le soir se promener habillé à l'indigène, dans les quartiers de la ville, s'entretenir avec les notables dont il fit des citoyens français à part entière. C'est lui encore, Faidherbe, qui fonda l'Ecole des fils de chefs où les enfants de ces hommes illustres s'initiaient au commandement en temps de paix... Saint-Louis devint la ville de l'élite sénégalaise. Ah ! combien de docteurs en médecine, combien de professeurs, d'ingénieurs, d'avocats, de hauts fonctionnaires, j'ai vu naître et remonter dans leur ville, monter des escaliers aujourd'hui croulants, se pencher sur le balcon de leurs villas à la manière des mulâtres : les Carpot, les Carvère, les Guillaud (5). Les Valentin, les premiers maîtres de la cité... »

Après Faidherbe, la ville prit très rapidement des allures de petite et coquette métropole, après l'inauguration, en 1883, du chemin de fer Dakar-Saint-Louis, la création du gouvernement général de l'A.O.F., puis, en 1895, l'achèvement du pont Faidherbe, dont les arches, popularisées par les timbres-poste de l'ancienne agence philatélique des colonies, évoquent le pont Doumer d'Ha-nol. Siège des grands services

fédéraux, du gouvernement et des assemblées élues de Mauritanie et du Sénégal, d'une importante garnison française, Saint-Louis vit passer de nombreuses célébrités civiles et militaires. L'officier de marine Julien Viaud, alias Pierre Loti, habita un quartier qui sert de toile de fond à un récit que certains de ses exégètes veulent croire autobiographique, le *Roman d'un spahi*. Il est curieux que Loti ait la réputation d'avoir beaucoup contribué à donner de Saint-Louis l'image d'un lieu maritime, car dans son journal intime, *Un jeune officier pauvre*, il ne consacre que quelques lignes à cette cité où il vécut durant une année entière, écrivant à son sujet, en juillet 1874, à bord de l'*Espadon* : « Le ciel était d'un bleu inconnu, même à l'Italie ».

La décadence de Saint-Louis

Pour certains, le déclin s'amorça dès 1874, lorsque Blaise Diagne, Noir de Gorée, ravi à Théodore Carpot, maître de Saint-Louis, le siège de député à l'Assemblée nationale française. Cette élection marqua la fin de la prépondérance des familles métisses qui, en 1874, représentaient encore plus de 13 % de la population totale de la ville. Mais en fait, ce qui devait bouleverser la vie locale, ce furent les transferts successifs à Dakar de la capitale de l'Afrique occidentale française (A.O.F.), puis de celle du Sénégal, l'ouverture de la voie ferrée Dakar-Bamako qui détourna l'essentiel du trafic du fleuve vers le chemin de fer, le transfert de la capitale de la Mauritanie à Nouakchott, la suppression du pont Doumer français.

A la veille de la seconde guerre mondiale, Saint-Louis vécut encore de grandes heures. Elle servit, en effet, de cadre à l'héroïque aventure de la Ligne. C'est de l'ancien quartier de l'Hydrographe, où une entreprise polonaise vient de construire un port de pêche, à quelques mètres des cinéastes marins, où les mouettes viennent se poser sur les filets qui recouvrent les tombes, que s'envola, le 12 mai 1939, l'hydravion *Comète de la Vauze*. Mermoz, Dabry et Glimi, sur le *Léotacore* 28, emportant 130 kilos de contraindre, rallièrent Natal au Brésil à 3 173 kilomètres de l'embouchure du Sénégal, en vingt et une heures et dix minutes. Le record du monde en ligne était battu à une vitesse horaire de 160 kilomètres, l'appareil atterrit par 2 600 litres d'essence au départ, ayant volé à une altitude inférieure à 200 mètres. Six années plus tard, parti à bord de la *Croix du Sud*, Mermoz effectua sa vingt-quatrième traversée de l'Atlantique sud, et son radio, le 7 décembre 1936, lança le dramatique et dernier appel : « Coupons moteur arrière droit... »

(Lire la suite page 9.)

- (1) Assane Sack, « Les esclaves du fleuve Sénégal » dans la *Revue de géographie de l'Afrique occidentale*, n° 1-4, Dakar 1966, page 71.
- (2) En revanche, ce sont des Diop qui ont fondé les premiers comptoirs européens en Guinée (Petit-Dioppe, Paris, La Miro).
- (3) Paul Gaffarel, *Le Sénégal et le Soudan français*, Delagrave, Paris 1890, page 10.
- (4) André Villard, *Vieilles, éditeur*, Dakar 1963, page 23.
- (5) L'actuel et cinquième — cinquante — maire de Saint-Louis est M. André Guillaud, ancien ambassadeur du Sénégal en France.

051 07 1249

This is a black and white map of West Africa, specifically focusing on the region around Mauritania, Senegal, Mali, Guinea, Guinea-Bissau, and Gambia. The map shows the following details:

- Neighboring Countries:** MAURITANIE (top), MALI (right), GUINÉE (bottom right), GUINÉE-BISSAU (bottom left), and GAMBIE (left).
- Senegal:** Labeled **SÉNÉGAL** in the center. Major cities include St-Louis, Rosso, Dagana, Kaedi, and Dakar (on the coast). The **Désert du Fierô** is also indicated.
- Mali:** Labeled **MALI** on the right. Major cities include Bamako, Ségou, and Gao.
- Guinea:** Labeled **GUINÉE** at the bottom right. Major cities include Conakry and Nzérékoré.
- Guinea-Bissau:** Labeled **GUINÉE-BISSAU** at the bottom left. Major cities include Bissau and Bolama.
- Gambia:** Labeled **GAMBIE** on the left. Major cities include Banjul and Brikama.
- Rivers:** The Senegal River flows from the northeast to the coast near Dakar. The Niger River flows from the north to the south, passing through Mali and Guinea. Other rivers shown include the Fouta Djallon, Fouta N'Gour, and Fouta Tadj.
- Scale:** A scale bar at the bottom indicates a distance of 0 to 200 km.

voirs ont été étudiés dans le Hart bassin, dont celui de Manamout qui a été retenus.

André le ministre des travaux publics de la fédération de Malé. M. Amadou Aw, aujourd'hui justifié commissaire de l'OM.V.S., explique : « Pour la mise en valeur des fleuves, la coopération internationale est devenue très importante, la totalité des infrastructures régionales, c'est-à-dire les barrages de Diéba et de Manamout, le chemin reliant Sakh-Déba à Kage et de Malé, et une douzaine d'installations périurbaines seront améliorées considérablement. Les ingénieurs canadiens de l'OM.V.S., M. W. A. Reubens les ont présentés au sein de la conférence à attention : « Dans le domaine agricole, après l'égouttement de 500 hectares de terre ; et le matériel agricole moderne, les produits agricoles, les produits de la pêche, les produits de la forêt, dans le domaine de la navigation flu-

pastion à nous affirmer : « Nous avons fait cet adreé prout que nous sommés des trahin de gagner et qui aura des conséquences considérables pour les populations de toute la vallée de fleuve. Ici, nous employons 4 500 personnes, nous avons 100 000 tonnes de maïs, nous employons 200 millions de francs CFA de salaires. Nous cultivons 500 hectares de canne, dont 4 800 sont en exploitation, totalement irrigués... En 1979, nous aurons raffiné 21 000 tonnes de sucre, ce qui représente la moitié de la consommation nationale... »

A Dagnia, le préfet Théophile Sturanc, prêt à être haï, comme le chef de l'Etat qui a été assassiné, a dit : « Ici, nous avons 100 000 tonnes de maïs, nous cultivons 500 hectares de canne, dont 4 800 sont en exploitation, totalement irrigués... En 1979, nous aurons raffiné 21 000 tonnes de sucre, ce qui représente la moitié de la consommation nationale... »

A Dagnia, le préfet Théophile Sturanc, prêt à être haï, comme le chef de l'Etat qui a été assassiné, a dit : « Ici, nous avons 100 000 tonnes de maïs, nous cultivons 500 hectares de canne, dont 4 800 sont en exploitation, totalement irrigués... En 1979, nous aurons raffiné 21 000 tonnes de sucre, ce qui représente la moitié de la consommation nationale... »

A Malain également, c'est un ancien manoir, le château de Serlis. Thibaut, propriétaire de tous les objets et de quelques bœufs qui fait office de *clerc*, dit :
Sais-m'en bien à sa peine ni son temps, il se peut en redits hauts en couleur consacrés à l'histoire des aînains du Mont-Tort. Il est jadis aucun doute le plus bel ornément de cette ville qui, depuis que l'ancien fort Valherbe a été englouti par les eaux du fleuve en 1860, ne possède plus aucun monument ni bâtiment ancien. Mélant mythes et histoires, légendes et faits réels, poésies et traditions orales, M. Thibaut raconte à sa façon la fondation de la ville.

est puis, lui aussi, il s'adresse sur la sécheresse : « Le fleuve est aujourd'hui comme mort... Ce sont des camions venus de Saint-Louis qui nous amènent ici du poison de mer... Beaucoup de pêcheurs ont abandonné leurs filets et cultivent, mais le fleuve ne sert plus de son lit... La dernière inondation importante a eu lieu en 1958, lorsque de Gaulle est venu à Dakar et a proposé le référendum pour savoir si les Africains acceptaient la communauté ».

Il suffit d'une courte promenade sur le fleuve pour constater la véracité des propos de M. Thioub. Aucune pêche miraculeuse, et les filets sont pratiquement vides lorsqu'on les relève. Aucun champ non plus de grande étendue aux abords immédiats de la ville. Heureusement, Matam est une « ville de rentiers », parce que beaucoup de ses fils se placent à l'étranger, à l'exportation, les jours, les semaines, les mois, les années, dans des bureaux, des ambassades ou fonctionnaires et envoient une partie de leurs revenus aux parents restés au pays. M. Sánchez, technicien agricole, exot Européen qui réside ici, de façon permanente, nous confirme : « Il y a des émigrés qui organisent des collectes en France pour acheter des groupes électrogènes, des voitures, des motos, des motos-motocyclettes... ». Cette solidarité on la retrouve également à Bakel, dernière des « escalas » du fleuve, centre vital du pays sarrakollé, centre traditionnelle d'émigration.

Bamako en 1907, Kayes fut également pendant longtemps un important port fluvial, ruiné par la concurrence du chemin de fer.

A 1^{er} kilomètre de ce centre administratif déchu, Médine rappelle la résistance du méfis Paul Hore, q.i. en 1897, fit front durant trois mois et deux jours aux guerriers d'El Hadj Oumar qui voulaient s'emparer du fortin dominant le fleuve. Une simple pyramide emboûrée de trois canons perpétue le souvenir de ce fait d'armes.

Un autre éphémère tout aussi modeste harçola les chutes du Férus, pénétra Salsabou, traversa le Sahel, Bafra, au Sahara, et fut vaincu à l'extrême ouest.

Du moins reste-t-il le récit d'un voyage effectué en compagnie de ses guides Ali et Bonkari, et dont Mollien relate en ces termes la principale étape : « Nous avons commencé à gravir une colline très escarpée. Nous

penchée, à peu de distance de l'arbre portant, un bouquet d'arbres toujours qui cachait la source à nos yeux. Je me laissai glisser avec Bonkari le long de la montagne et, à l'endroit où les racines des arbres se rejoignent, les rayons du soleil avaient pu pénétrer, et je traversai le Sénégal, dont la largeur pouvait être de 4 pieds ; en le traversant, j'aperçus l'encaissement d'un ruisseau, et les bords de l'eau sortaient en bouillonnant, et plus haut un troisième qui m'était que humide, de même que la rigole qui aboutissait au bassin placé immédiatement au-dessous. C'est là que se trouvent les sources regardant comme la source du fleuve... » (7). C'est ainsi qu'il y a cent soixante-dix ans se présentaient fin les vives polémiques qui avaient opposé deux géographes sur le lieu de naissance du Sénégal.

PHILIPPE DECRAËNÉ

(6) Dont 225 millions de dollars en provenance des trois pays arabes (Arabie Saoudite, Abou Dhabi et Koweït), et 195 millions de dollars en provenance des divers pays occidentaux, dont la République Fédérale allemande (100) et la France (88).

(7) G. T. Moïlien, *Découvertes des sources du Sénégal et de la Gambie*, Delagrave, Paris, 1988, page 287.

SOCIETE
Travail en miettes

La direction refuse pour le moment de prendre en charge financièrement cette formation et d'aller plus loin que les quotas légers, mais elle sait qu'elle est dans une impasse. Et si elle a récemment décidé de faire appel à un organisme spécialisé dans le contrôle des absences pour maladie, elle ne peut pas ignorer que cela ne changera rien à une maladie qui fait des progrès inquiétants : la nausée du travail en milieu.

tes réunions d'atelier, le syndicat y était hostile. On voyait bien qu'il n'y avait pas de quoi produire des avantages. Mais les gens, eux, se sont précipités sur l'occasion qu'il leur était donnée de pouvoir dire enfin ce qu'ils avaient sur le cœur au sujet de leur travail. Chez D., à Montluçon, où le syndicat voulait carrément boycotter les réunions d'atelier, il a dû changer d'attitude en vitesse parce que gens ne pouvaient empêcher les gens d'aller; bien plus quand il a décidé de venir y défendre ses positions, il s'est rendu compte qu'il n'y avait pas d'intérêt trop souvent parce que les gens voulaient s'exprimer par eux-mêmes.

« On est déboussolés de voir les patrons se mettre à se poser des problèmes comme ceux des conditions de travail, du contenu du travail, ou même du droit des ouvriers à la parole... Si ça durait, c'est les amens à leur mair, qui les amens à la faire. Les conditions de la division du travail commencent à devenir plus lourds pour eux que les avantages : l'absentéisme, les défauts de la production, l'instabilité du personnel... Ils sont obligés de chercher dans des directions nouvelles.

« Mais nous aussi, nous sommes obligés de sortir des schémas traditionnels du syndicalisme. Il faut que nous nous remettons à réfléchir. Au lieu de refuser les réunions d'atelier, je crois qu'il faut se battre pour qu'elles gagnent du pouvoir, en arriver à discuter des investissements, du lancement de telle production par rapport à telle autre... »

M.C. BEITBEDER

Des laptots aux dockers

Dès le dix-neuvième siècle, les Sarakollé, ou Souhoulé du haut fleuve s'engagent déjà en grand nombre comme lapotins (supplétifs) dans la marine de guerre française. Au vingtième siècle, on retrouve leurs descendants dans la marine marchande, et, dans les années cinquante, dans les unités de la marine de guerre. Le délégué Sembène Ousmane a décrit leurs conditions de vie à Marseille. Insistant sur les aspects financiers de l'émigration, une enquête collective menée récemment par le Centre de recherches africaines de la nation du Sénégal (C.R.A.S.), que dirige M. Mohamed Fadel Dia, indique qu'en 1977 les deux seuls bureaux de poste des villages de Sotné et Dembanbanka ont reçu plus d'un demi-milliard de francs C.F.A. (le franc C.F.A. vaut aujourd'hui 55 centimes) en man-

• Au-delà de Kayes, commence la région qui servit de tête de pont à la pénétration française au Soudan et surtout en direction du bassin du Niger. Ancienne capitale du haut Sénégal, titre que lui enleva

Moins de poissons

A Richard-Toll (le *jeune de Richard*), dans le bureau qu'il occupe dans l'ancien hôtel du baron Roger, un bâtiment sans intérêt, un bâtiment qui couronne deux tours de puits, M. Toll, chef du service des eaux et forêts, est pessimiste : « Le salicetisme a diminué le nombre des poissons parce que la quantité d'eau était devenue manifeste et parce que les crues étaient trop tardives, autant de conditions défavorables à la reproduction normale. La surpopulation par les populations sous-saturées et la modification du milieu naturel par certains aménagements hydro-agricoles sont également responsables de cette situation. »

En revanche, à l'extérieur de la ville, au siège de la compagnie sucrière du Sénégal, l'atmosphère est radicalement différente. Le

CONTROVERSES AUTOUR D'UN NOM

Pour l'historien André Villard (*Histoire du Sénégal*, Dakar, 1943), le Sénégal est la rivière des Azenagués, les barbares Zenaga. Mais ce point de vue est loin de faire l'unanimité.

Paul Gauguin, dans son ouvrage intitulé le *Sénégal et le Soudan français* (Edit. C. Delagrave; 1893), a noté : « C'est Lanzarote le Gambia qui, dans son voyage de 1726 (p) donna au fleuve le nom d'un Meure qu'il trouva dans le pays. Les habitants du pays ne comptèrent inconnus des Indigènes, à la longtempie été. Serit Sénégal. C'est depuis une certaine d'années seulement que les Européens ont ajouté un I et transformé en Sénégal le Sénégal français. Les habitants du pays ne connaissent Djell-Baïr et sur les porcelains, à la longtempie été désigné par la dénomination de Vadamaï ou rivière de l'or. Mais le mot Sénégal a prévalu. » Paul Gauguin ajoute : « Le fleuve est un vrai nom du fleuve est l'Orléans »

Pour sa part, le contre-amiral Vailton, consacrant dans le *Bulletin de la société de géographie de Paris* (1888, n° 3) un article à l'origine de certains noms ouest-africains, signale que le fleuve Sénégal était dénommé Dechaj, Dechander, Dechagagile ou Gogledach. Enfin, selon des sources moins érudites, Sénégal serait la déformation de deux mots qui, dans l'une des langues autochtones, signifierait « *ma rivière* »...

[illegible]

15/11/2019

RADIO-TELEVISION

« QUELLE FRANCE ? » SUR ANTENNE 2

Climats girondins

DEPROGRAMMEE le soir où elle devait être diffusée, en raison des impératifs de l'actualité (Antenne 2 a diffusé le 25 juin un reportage sur le drame des réfugiés vietnamiens), l'émission consacrée au département de la Gironde pourrait bien être la dernière de la série « Quelle France ? ». Série brillamment inaugurée en juillet 1977 avec le Nord-Pas-de-Calais et qui se limitera donc à six numéros. Il était prévu au départ qu'un rythme d'une fois par mois la « Question de temps » serait ainsi de faire connaître mieux les spécificités de « coins » de la France dont les élus auraient accepté qu'ils soient montrés dans leurs réalités. Et même... ces élus étaient d'accord pour payer en partie ces productions. Le rêve. On les intéressait, à tous les sens du mot, à l'affaire. On précisait en outre les règles du jeu, et cela pouvait se bien passer, ce qui fut parfaitement le cas pour le Nord-Pas-de-Calais et pour l'Afrique. Seulement voilà, les responsables politiques — et administratifs par extension — ne sont pas tous aussi surs de leur assise. Certains ont

crain... D'autres se sont plaints, comme dans l'Hérault et les Pyrénées-Atlantiques, allant jusqu'à porter en justice les raisons de leur déception. D'autres encore n'ont pas hésité à intervenir carrément.

C'est arrivé dans le Bordelais, et, contrairement au numéro consacré à la Haute-Loire où l'on ne sentait guère de trahisons (le Monde daté 1^{er} juillet), ce panorama girondin est assez étrange. Composé des images réalisées par des professionnels partis avec l'ambition de proposer une enquête sur le « pays », le film est affublé d'un commentaire off résolument « rose » et construit (re-construit) de façon à donner au téléspectateur le sentiment que tout va très bien, et même de mieux en mieux.

À la rédaction en chef d'Antenne 2, où l'on reconnaît les ambiguïtés de cet aperçu, on annonce que, à la rentrée, le temps d'un magazine, un samedi, on laissera la parole à ceux qui, sur place, auraient des choses à dire... On prévoit aussi de trouver dorénavant d'autres moyens de faire connaître les provinces.

PRATIQUER l'omission et l'on est diplomate, ou homme politique, c'est faire habilement son métier. Mais lorsque l'on est fabricant d'information, passer les ombres sous silence peut devenir un vilain péché. Oh ! en lançant l'idée de leur série « Quelle France ? » Eric Clouet, Guy Claisse et Philippe Gildas n'avaient pas de malicieuses intentions ! Bien au contraire. Ils se sont dit, comme tout le monde : les chaînes nationales ne laissent pas assez la parole aux Français non parisiens, or, dans les stations de FR 3, journalistes et réalisateurs, trop « impliqués » dans les réalités de leurs régions, ne donnent pas toujours des faits une vue objective, « extérieure ». Ils se sont dit encore que les Bretons, entre autres, peuvent être curieux de savoir comment on vit en Alsace, qu'un Lillois s'intéresse à voir et d'entendre un habitant de Pau.

Il arrive cependant que la mise en œuvre pratique d'une « bonne idée » transforme singulièrement celle-ci. Et Louis Bériot, rédacteur en chef d'Antenne 2, conclut carrément à l'échec de l'expérience : avec « Climats » — le numéro consacré à la Gironde — « la chaîne se trouve dans la situation de diffuser un film de syndicat d'initiative » et « des élus locaux n'ont pas échappé à la tentation d'une valorisation politique sans nuances de leur département ».

Dans la mesure où le financement de ces émissions a été imaginé comme une coproduction avec les conseils régionaux (pour 20 % du budget), la DATAR (pour 20 %) et à 2 pour les 40 % restants, faut-il espérer que les bailleurs de fonds laissent tout dire ? Faut-il

« Ça va très bien »

On n'allait donc pas laisser M. Pierre Leballit, président de l'Association de défense des plages et landes en question, exprimer à l'antenne les réserves ou les inquiétudes que suscitent ces plans sur la comète touristique. De surcroît, ce dernier n'était pas natif du département mais venu du Pays basque, et donc « non représentatif », aux yeux des délégués à la commission de travail sur l'émission.

Le spectateur aura donc droit sur ce point — vue superbe de l'océan — au jugement circonstancié d'un scientifique chercheur à l'université, du genre « la côte aquitaine sera conçue à l'échelle des ambitions, en tenant compte des oppositions, et tout cela dans la concertation ». Il n'aura donc que relativement peu

M. Mano, modeste villeducien de Saint-Jean-de-Pied-de-Port, s'interroge sur les fluctuations des cours du bordeaux, mais on lui fera l'apologie du rôle bénéfique et équilibré du C.I.V.B. (Comité interprofessionnel des vins de Bordeaux). Ou encore, il apprendra que le port du Verdon est appelé à restaurer le rôle de plaque tournante commerciale qui fut celui de l'ancien Bordeaux. Sur les avatars de la centrale nucléaire de Braud-Saint-Louis, on glissera en une demi-seconde.

Mais ne talons pas de mauvais esprit. Le scénario proposé par Eric Clouet n'a pas été modifié. Ce qui a changé en cours de réalisation, c'est l'interprétation des images. « Belle image d'ailleurs : survol en hélicoptère de la forêt landaise avec arrêt à la papeterie de Fauroux, ou bien promenade à travers les vignobles magnifiquement entretenus. Quoi de plus impressionnant qu'un chal amoureusement surveillé ? C'est peut-être Montaigne qui disait : « J'aime ce pays parce qu'il est beau et parce qu'il est le mien ».

Il faut croire que tous les Girondins sont aussi chauvins. C'est le cas, au dire de Gabriel Delaunay, ancien préfet de la région. Interrogé lui en tant qu'observateur, il vante l'esprit frondeur, antijacobin des Bordelais, mais précise que, s'ils ont des problèmes, ils les règlent sans alerter la terre entière. Le Girondin, selon lui, est pudique. Il vous répondra toujours : « Ça va très bien », même si... Sous-entendu : chez nous, le linge sale se lave en famille. C.Q.F.D.

MATHILDE LA BARDONNIE.

* Lundi 6, A 2, 21 h. 40.

A la suite de l'article de Matthieu La Bardonnie annonçant l'émission sur Léon Blum — premier numéro de « l'Histoire en jugement », — diffusée par TF 1, le mercredi 25 juillet (le Monde daté 22-23 juillet), nous recevons de M. André Brissaud, responsable de cette série, une réponse dont nous publions les extraits suivants :

Que mon émission sur le grand leader socialiste vous déplaît, c'est votre droit le plus strict de l'écrire. Mais, dans votre article, il y a quelques phrases et mots que je ne puis laisser passer sans réagir, car ils montrent une volonté indiscutable de nuire.

Vous osez m'accuser d'antisémitisme ! C'est grave. D'autant plus grave que faux. Je vous mets au défi de prouver votre calomnieuse affirmation qui ferait haïr les épaulés à tous ceux qui me connaissent ou m'ont connu. Un seul exemple, pour vous informer. Deux de mes premiers livres d'histoire ont été respectivement proférés par deux de mes amis, André Maurois et Robert Aron, de l'Académie française.

Je ne vous permets pas d'écrire que « les propos de M. Thier-Vignancour étaient les thèses hostiles du premier assesseur, André Brissaud », ni d'ajouter : « Tant de conviction antisocialiste filmée avec tant de complaisance, c'est beaucoup. »

Je dirai : « Une telle perfidie de votre part, c'est trop. » J'ajoute : « Comment osez-vous m'adresser un tel reproche alors que, dans ce « procès », sont exposées les thèses « pour » et « contre » sur Léon Blum et que, soucieux de la vérité historique, nous avons deux « contre » et trois « pour » dont le temps de parole, dans mon émission, est exactement trois fois plus long que celui des deux « contre » ? »

Correspondance

A qui la faute ?

De son côté, M. Patrice Bufotot, qui a étudié la politique militaire du parti socialiste S.F.I.O. dans l'entre-deux-guerres, nous adresse une lettre de mise au point concernant les assertions de maître Jean-Louis Tixier-Vignancour, appelé à témoigner au cours de ce procès fictif :

Le principe même de l'émission consistant à faire passer devant un prétendu tribunal de l'histoire un homme politique ou autre personnage « historique » n'est pas une bonne formule. Celle-ci devient franchement de mauvais goût dans le cas de Léon Blum lorsque l'on sait que le gouvernement de Vichy le fit passer devant la cour de Riom !

Et on reprend, en 1979, les mêmes accusations que celles formulées par Vichy lors du procès de Riom. Les vieux mythes ont la vie dure, et il y a des contre-vérités qui doivent être dénoncées. Comme ces deux affirmations de maître Thier-Vignancour, que les « jurés » ou autres participants de l'émission n'ont pas réfutées.

La première affirmation concerne « les 400 avions livrés par le Front populaire aux républicains espagnols et qui auraient manqué à l'armée de l'air française en mai 1940 ». Les études actuelles confirment toutes que les livraisons d'appareils français à l'Espagne républicaine s'élevaient à un total de 80 appareils et non de 400 comme l'affirme maître Thier-Vignancour.

Encore faut-il préciser que tous ces appareils, commandés au titre du Plan 1 adopté en juin 1933, ont été livrés vers 1936 et pour certains, comme le Potez 25 bien avant. Bien qu'ils soient encore en service en 1937, ces appareils sont dépassés sur le plan technique à cette date. Lors de la déclaration de guerre, en septembre 1939, il va sans dire qu'ils sont complètement dépassés et incapables de s'opposer à

des appareils « modernes ». Les quelques appareils encore en service dans l'armée de l'air ne seront pas utilisés dans la bataille de mai-juin 1940. Il est donc faux d'affirmer que les appareils livrés à l'Espagne auraient permis à l'aviation française de s'opposer avec efficacité à la Luftwaffe en mai 1940 puisqu'ils étaient tous périmés sur le plan technique.

« Le Front populaire n'a pas préparé le pays à la guerre », est la seconde affirmation inexacte. Le Front populaire a en effet donné les moyens financiers nécessaires au réarmement. Le 7 septembre 1936, le conseil des ministres adopte un plan quadriennal de défense nationale. Le général Gamelin demande pour le réarmement 9 milliards de crédits. Léon Blum et Edouard Daladier estiment cette somme insuffisante puisqu'ils portent ces crédits à 14 milliards. Le budget militaire de 1937 est supérieur de 50 % aux prévisions de 1936. Une caisse autonome de défense nationale est créée en mars 1937 pour gérer les emprunts de défense nationale.

Enfin les nationalisations des industries d'armement et des usines aéronautiques ont permis de passer d'une production semi-artisanale à une production de masse en concentrant les entreprises.

Si le matériel moderne est livré trop tard c'est faute d'avoir démarré le réarmement bien après celui des Allemands, qui a commencé dès 1933. Rendre le Front populaire responsable de la défaite de 1940 est une affirmation « politique » et non « scientifique » ; elle est un moyen de perpétuer le « mythe » lancé par le gouvernement de Vichy, qui, en discréditant le Front populaire, a voulu cacher les responsabilités d'une certaine droite pro-allemande dans l'effondrement du pays en juin 1940.

Les films de la semaine

● **TROIS SUR UN SOFA**, de Jerry Lewis. — Mardi 7, FR 3, 20 h. 30.

Sous des personnalités d'emprunt, cow-boy, sportif, amateur de sociologie (il se déguise même en femme), Jerry Lewis essaie d'être un psychologue plus rapide dans ses conclusions que Janet Leigh, sa fiancée. La mise en scène, elle, traîne en route mais les pitreries de Jerry sont savoureuses, même s'il a, souvent, fait mieux.

● **LE BUISSON ARDENT**, de Daniel Petrie. — Mercredi 8, FR 3, 20 h. 30.

Le problème de l'euthanasie faussé par des complications, des digressions psychologiques et sentimentales. Dans ce pesant mélodrame, Richard Burton fait une drôle de tête. Il y a de quoi.

● **QUAI DES BRUMES**, de Marcel Carné. — Mercredi 8, A 2, 20 h. 35.

La consécration du couple Jean Gabin-Michèle Morgan par le « réalisme poétique » : brumes, pavés mouillés, échos lointains ou en marge, amour brisé par la fatalité, impossible départ vers les « ailleurs ». L'esthétique de Carné, l'univers de Prévert indissociables. Et des acteurs fabuleux.

● **SEPT FOIS FEMME**, de Vittorio de Sica. — Jeudi 9, FR 3, 20 h. 30.

Zavattini et de Sica empiètent dans une comédie à chapeau de paille, commerciale et cinématographique, sur la ville et Shirley Mac Laine la femme aux sept visages. Shirley s'épuise à se transformer, à montrer tous ses dons de comédienne, jusqu'au cabotage. Comme on l'aime bien, on lui pardonne.

● **FLAMMES**, d'Adolfo Arietta. — Jeudi 9, TF 1, 22 h. 30.

Plutôt mieux que ce que réalise d'habitude ce bricoleur de l'underground parisien. Au moins Caroline Leeb, jolie, charmante, poétique, n'est pas un travesti. Et certains plans sont bien composés. Quant à l'obsession, la névrose de la jeune fille pour un pompier en uniforme, elle prête plutôt à rire.

● **LE GRAND SILENCE**, de Sergio Corbucci. — Vendredi 10, A 2, 23 heures.

Ce n'est déjà pas banal de voir Jean-Louis Trintignant en tueur muet de l'Utah sauvage, à la fin du dix-neuvième siècle. Pourtant, Klaus Kinski, grimaçant et sadique, lui donne le pion dans ce

western italien où les tremolos d'Ennio Morricone accompagnent des scènes violentes et sanglantes, des tueries à froid frémir.

● **ON A RETROUVÉ LA SEPTIEME COMPAGNIE**, de Robert Lanoué. — Dimanche 12, TF 1, 20 h. 35.

Henri Guybet a remplacé Aldo Macone auprès de Jean Lefebvre et Pierre Mondy mais les trois sigotos de la 7^e compagnie en déroute continuent d'appliquer le système D. Pendant la bataille de 1940, les Allemands se laissent-ils rouler aussi facilement ?

● **AVEC LE SOURIRE**, de Maurice Tourneur. — Dimanche 12, FR 3, 22 h. 30.

Maurice Chevalier, arriviste et salaud de charme dans une comédie de mœurs (on y voit beaucoup les milieux du music-hall parisien et la scène d'un « chapeau de Zozo » est un moment d'anthologie) écrite pour le cinéma par Louis Verneuil, solidement mise en scène par Maurice Tourneur dont c'est un des meilleurs films des années 30.

● **LES IMPLACABLES**, de Raoul Walsh. — Lundi 13, FR 3, 20 h. 30.

Un western, un vrai, riche en détails authentiques sur les convoyeurs de troupes (3000 kilomètres du Montana au Texas) avec de grands espaces, le style dur et dramatique qui sont joués par Clark Gable, Robert Ryan et Cameron Mitchell. Il y a aussi Jane Russell en femme-pionnier qu'André Basty jugeait, avec raison, d'une « épaisse vulgarité ».

● **LA LOI, C'EST LA LOI**, de Christian-Jaque. — Lundi 13, TF 1, 20 h. 35.

Le tracé capricieux de la frontière franco-italienne dans un village des Alpes et la malice méchante de Toto font que Fernandel, victime de tracasseries administratives, devient quasiment chèvre. Fernandel et Toto ensemble, quel régal ! Et le métier de Christian-Jaque vaut celui de certains artistes de la « comédie italienne ».

● **Radio France** tient à la disposition des auditeurs les enregistrements des émissions de Raymond Fajol, consacrées à la défense des consommateurs. Deux des cassettes sont d'ores et déjà disponibles. L'une concernant l'alimentation, l'autre la sécurité. (Renseignements : cassettes Radio France 75786 Paris Cédex 18.)

Écouter-voir

● **SÉRIE : LA PREMIÈRE LETTRE** — Dimanche 5, FR 3, 20 h. 30.

Roger Roussel, l'adolescent-résistant torturé par la police française et abattu par l'armée allemande (le Monde daté 22-23 juillet), est ici évoqué à travers le deuxième « lieu de rencontre » : l'école, qu'il venait de peine de quitter quand la guerre a éclaté.

Sans se soucier de bien-être et avec des trésors d'imagination, des enfants mêlent histoire et fiction jusqu'à les confondre : malheureux, l'un commente les offenses de l'ennemi et les contre-attaques comme il le

ferait d'un match de football, d'autres chantent et dansent le mariage de Roger et Mathilde puis reconstituent les enfers (la prison ?). Fidèle à sa volonté de faire « autre chose » sur le thème de la Résistance, Armand Gatti propose un spectacle audacieux, brouillon et poignant.

● **SOURIRES D'AILLEURS : LES ETATS-UNIS**. — Mardi 7, TF 1, 20 h. 35.

Cette soirée consacrée à la télévision américaine sera principalement illustrée par un téléfilm de Stanley Greenberg Pueblo, inspiré d'un événement authentique.

VU

Popesco

Quel métier, bon Dieu, et quel talent, quel art dans la façon de poser un silence, de filer une réplique, quelle force et quelle science ! Elle avait tout, Elvire Popesco, la beauté, le tempérament, l'ambition, l'invention. Il ne lui aura manqué que la chance. Celle de tourner un grand film et de passer ainsi véritablement à la postérité. Comme Raimu. Elle l'égala.

On l'a bien vu, vendredi, dans la foule d'au théâtre ce soir. Elle venait d'arriver par sa seule présence la Locomotive, une comédie défilée.

Le rôle se relevait sur un assez beau portrait : le dosage habile de témoignages, d'interviews, d'extraits de pièces et de films.

Tous quelconques, ces films : ce n'est vraiment pas de veine. Même celui, le Roi, de Pierre Moiné, où justement elle se mesurait à Raimu.

Elle a inspiré les auteurs les plus cotés de l'entre-deux-guer-

res : les Verneuil, les Deval, les Bernstein. Ses partenaires habituels à l'écran s'appelaient Victor Boucher, Jules Berry, Louis Jouvet, Maurice Chevalier, Fernandel. Et, de tout cela, il ne reste que des traces, la marque que laisse le passage trop éphémère d'un personnage en quête de réalisation. Le plus curieux c'est que, à la tête du Théâtre de Paris puis du Marigny, elle a composé avec bonheur des affiches sensationnelles : le Violon sur le toit, Damaged qu'elle soit une pucelle, la Puce à l'oreille...

« Un bon texte, c'est bien rare », nous disait-elle, toute dorée encore, toute fraîche, à quatre-vingt-trois ans. Vrai. Mais son meilleur rôle ne lui était pas destiné. A l'origine, c'était un rôle d'homme. Écrit pour Raimu précédemment, et il ne lui ressemblait en rien : c'est la Mamma, d'André Roussin, toute noire et sombre sous sa perruque en ailes de corbeau, et ses volées de deuil.

CLAUDE SARRAUTE.

Stylisme K.S.D.

UTRILLO ET VALADON A ALBI

Le Monde

SOCIAL

MALGRÉ L'OPPOSITION DE QUELQUES SIDÉRURGISTES

Les hauts fourneaux de la Chiers vont s'éteindre à Longwy

De notre correspondant

Metz. — *Ultime baroud d'honneur ?* Opération de la dernière chance ? La C.F.D.T. de Longwy, qui voulait obtenir un surcoût pour les installations de l'usine de la Chiers, n'a pas atteint son objectif. La direction du groupe Usinor a, en effet, fait procéder vendredi 3 août, après les dernières coulées de fonte, au démontage des installations assurant l'immixtion d'air chaud dans les hauts fourneaux. En d'autres termes, les deux derniers hauts fourneaux ont été mis définitivement à l'arrêt, et leur extinction totale interviendra d'ici quelques jours.

Pour autant, la C.F.D.T. de Longwy, en occupant l'usine dans la nuit de jeudi à vendredi, avait tenté un dernier coup de force : mettre en veilleuse les deux hauts fourneaux afin d'empêcher leur

extinction soit intervenue, précise la direction du groupe Usinor. Pour donner plus d'ampleur à son action, la C.F.D.T. avait lancé un appel aux autres organisations syndicales et aux partis poli-

LA FIN D'UNE CENTENAIRE

La S.A. des Hauts Fourneaux de la Chiers avait été créée le 5 août 1881 à Longwy. Après le rachat en 1918 de l'usine de Saint-Nicolas, située de l'autre côté de la vallée de la Chiers, la société s'était rapidement développée en fusionnant en 1929 avec les Forges de Briey, Carignou (Ardennes), les Forges de Chaux d'Haudainville (Meuse) et les Forges de Virvaux-Mohain (Ardennes), puis, en 1941, avec la Manufacture des Jantes Rigide.

Progressivement associée à l'exploitation des mines de fer de Bure, Saulnes, Joudreville, Draughtmont, la Chiers absorbe en 1980 l'usine de Hautes-Rivières (Ardennes) et passe durant la même année un accord avec Usinor pour la mise en service d'un train à H à Azin (Nord). Or, lors de l'opération, une poignée de prises de participation dans diverses sociétés, tant

françaises que belges ou allemandes.

Le programme de modernisation de l'usine-mère de Longwy intervient à partir de 1971 par la construction d'une unité d'enrichissement du minerai par agglomération (terminée en 1973), la conversion de l'aciérie à la technique LWS (à l'oxygène), la mise en place de quatre convertisseurs, puis d'une coulée continue (finie en 1975).

La société reste bénéficiaire jusqu'en 1974, année record, avec une production de 736 000 tonnes d'acier et un effectif de 3 700 personnes. Elle s'effondre à partir de 1975 sous l'effet de la crise. En 1976, trois des cinq hauts fourneaux sont arrêtés et le personnel réduit à 3 200 personnes. Le même année est créé le groupe Chiers-Chaillou qui fusionne, le 20 décembre 1978, avec Usinor.

arrêt définitif prévu pour le 3 août. Deux cadres séquestrés pendant cette opération ont été libérés sans incident au bout de deux heures, sans qu'aucune négocia-

ÉNERGIE

M. ÉDOUARD LECLERC ENVISAGE À NOUVEAU D'IMPORTER DES PRODUITS PÉTROLIERS

M. Édouard Leclerc a affirmé être en négociation avec plusieurs pays arabes producteurs de pétrole pour l'achat de produits pétroliers. « Je connais très bien les Algériens, a-t-il dit, et je ne serais pas opposé à ce que des carburants soient commercialisés par les centres Leclerc sous la marque Sonatrach. Mais il est encore trop tôt pour avancer une décision ».

M. Leclerc avait annoncé en septembre 1978 avoir qu'il était défini la nouvelle politique pétrolière — qu'il comptait devenir importateur de produits pétroliers. On pouvait alors s'attendre à ce qu'il se soit intéressé au marché de Rotterdam — à des prix nettement inférieurs aux prix intérieurs français, ce qui aurait permis à M. Leclerc d'acquiescer à des rabais pratiqués par ses concurrents commerciaux. Ce serait plus difficile aujourd'hui après le renversement de tendance du marché.

D'autre part, M. Édouard Leclerc ne pourra importer des produits arabes plusieurs mois. Le dépôt des dossiers nécessaires à la mise en œuvre d'une telle opération doit être fait avant le 7 septembre mais ces autorisations d'importation ne seront pas en vigueur avant juillet 1980.

M. Leclerc a jusqu'au 7 septembre pour présenter un plan détaillé d'approvisionnement pour trois ans.

En Italie

LES TRANSPORTS RÉAPPROVISIONNENT LES POMPES À ESSENCE

Rome (A.F.P.) — Les transporteurs pétroliers italiens ont accepté de supporter leur modeste part de la hausse, à annoncé, vendredi 3 août, le ministre de l'Industrie, mais la pénurie de carburant risque de se prolonger encore plusieurs jours en raison du grand nombre de pompes à réapprovisionner.

Les transporteurs ont obtenu l'augmentation des tarifs qu'ils souhaitent. Mais l'accord est provisoire et il devra être renégocié avant le 30 septembre.

À Rome, comme dans la plupart des grandes villes, l'essence était pratiquement introuvable vendredi soir, et on signalait de nombreux incidents aux stations-service. À l'aéroport de Rome, la situation s'est encore dégradée vendredi à 20 % des vols internationaux ont dû être annulés, faute de carburant.

JEAN-CHARLES BOURDIER.

SIX MILLE CENT SIDÉRURGISTES ONT BÉNÉFICIÉ DE LA PRIME DE DÉPART

Selon le ministère du travail et de la formation professionnelle, six mille cent sidérurgistes ont bénéficié de la prime de départ de la France, ont demandé à bénéficier de la prime de départ « volontaire » d'un montant de 50 000 francs accordée dans le cadre des mesures sociales prévues dans le dernier plan de restructuration de la sidérurgie. Ce sont là des chiffres définitifs, l'inscription des demandeurs étant close depuis le 1^{er} juillet (le Monde du 26 juillet).

Dans certains cas, cette prime s'est ajoutée à celle prévue pour les travailleurs immigrés qui acceptent de quitter définitivement la France, et dont le montant s'élève à 100 000 francs.

M. Maire : il faut trouver des créneaux de contre-attaque

« Nous sommes tout à fait conscients d'une politique gouvernementale qui se déplace imperceptiblement en s'appuyant sur l'augmentation du pétrole pour aggraver l'austérité », a déclaré M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T. — qui vient de rentrer de vacances — devant la presse le 3 août.

« Nous allons nous battre pour éviter d'être laminés par un pétrole et un gouvernement qui ne sentent les mains libres, en raison des difficultés de la gauche et du mouvement syndical. Toutes les mesures sont dans le sens du renforcement des inégalités : hausse des prix à la consommation au moment où les taux d'intérêt n'ont jamais été aussi élevés pour les détenteurs de capitaux, relèvement des cotisations de la Sécurité sociale qui attise le pouvoir d'achat de tous, y compris les salariés, augmentation du SMIC au minimum de la loi, etc. »

« Nous ne voulons pas chasser des lunettes rouges pour décrire la couleur de l'automne. D'autres s'en chargeront, à commencer par M. Maire. Devant la politique de classe du gouvernement nous avons une volonté d'action et nous allons trouver les moyens de l'exprimer dans les semaines et les prochains jours. Il ne s'agit pas seulement de nous défendre, mais de trouver des créneaux de contre-attaque. C'est-à-dire que nous allons consacrer notre mois d'août à préparer les modalités d'action à mettre en œuvre au début de septembre. »

Combattre l'injustice

(Suite de la première page.)

La libération des prix des services et des prix à la consommation est une erreur. On en constate dès aujourd'hui les résultats.

Le ralentissement de la croissance et la stagnation du pouvoir d'achat — qui limite la consommation des ménages — réagissent d'aggraver le chômage, même si, comme nous le soulignons, le comité national pour l'emploi des jeunes donne les résultats escomptés.

En 1978, selon les données du régime d'assurance-chômage, il est significatif de constater que le nombre des nouveaux emplois dans l'industrie, le commerce et l'agriculture s'est situé un peu en dessous de cinquante mille, alors qu'il en est fallu deux cent cinquante mille à trois cent mille pour assurer le plein emploi.

Dans ce contexte compliqué, la confédération Forces ouvrières s'efforce de préserver, du mieux qu'elle peut, les intérêts de ses adhérents et des salariés en général.

Cette préoccupation a dicté le comportement de ses fédérations F.O., qui sont parvenues, cette année encore, mais sans difficulté, à conclure des accords dans la plupart des entreprises nationales, dans la fonction publique et aussi dans différentes branches du secteur privé.

D'aucuns ont jugé ces accords moins bons que précédemment. Leur appréciation n'a que peu de valeur, étant donné que, depuis longtemps, ils n'en ont que peu signifié, sans jamais d'ailleurs obtenir davantage.

En fait, le sonnet de F.O. a été avant tout de préserver le pouvoir d'achat et aussi de sauvegarder l'unité conventionnelle industrielle à l'égard de l'assurance. Nous savons en effet qu'un plan même du gouvernement certains s'interrogeraient sur l'intérêt de poursuivre une politique qui, finalement,

ANDRÉ BERGERON.

LE DÉFICIT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

La Fédération des médecins de France est favorable à la négociation d'une nouvelle convention

Après le « non » vigoureux de la Confédération des syndicats médicaux français aux mesures prises lors du conseil des ministres du 26 juillet pour combler le déficit de l'assurance maladie (le Monde du 4 août 1979), la Fédération des médecins de France (F.M.F.), présidée par le docteur Belot, formule plutôt un « oui » mais à l'issue d'un entretien, le 3 août, avec M. Barrot, ministre de la santé et de la Sécurité sociale, et M. Farge, secrétaire d'État.

« Les médecins ne sont pas, économiquement, les plus défavorisés et doivent participer à l'effort national », a notamment déclaré le docteur Belot. Cependant la négociation d'un nouveau système conventionnel, souhaité par M. Barrot, « nécessite un climat de confiance entretenu par les mesures drastiques qui frappent encore plus durement les mé-

La récompense de deux ans d'obstination

De notre correspondant

Saint-Etienne. — L'occupation de l'usine textile J.-B. Martin, de Saint-Chamond (Loire), vient de cesser, après avoir été la plus longue qu'ait connue toute la région Rhône-Alpes. Elle aura duré plus de deux ans, sans une seule interruption, tout au plus quelques heures, le 22 décembre dernier, à la suite de l'incendie d'une machine à tisser, qui devait être à l'origine de graves incidents (le Monde du 13 décembre 1977 et des 24-25 décembre 1978).

Certes, parmi les deux cent quarante travailleurs licenciés, les effectifs des « piquets », qui avaient commencé à prendre position le 14 juillet 1977, s'étaient amenuisés. Ils n'étaient plus que cinquante-trois à se relayer, tout en suivant des stages de formation.

Pourtant, ce n'est pas par lassitude que ce dernier carré a renoncé à poursuivre la garde de son « outil de travail », mais bel et bien parce que les chances de reprise sont certaines.

Un groupement d'études et de

protection industrielle vient en effet d'être constitué par la municipalité de gauche de Saint-Chamond, le Comité d'expansion de la Loire et plusieurs industriels de la région, pour mettre sur pied une S.A.R.L. Elle devrait reprendre, dès octobre, le secteur de la peluche de l'usine, avec trente-trois des cinquante-trois derniers occupants.

La vingtaine d'autres commerçants à retrouver leur ancien atelier de teinture, transformé en fonderie par les Établissements Furon. Cette entreprise de mécanique générale emploie cent cinquante salariés à l'Horme, près de Saint-Chamond et a réalisé en 1977 un chiffre d'affaires de 20 millions de francs. Elle veut développer une fabrication de jantes en alliage léger pour voitures susceptibles d'être à trois ans d'employer cent vingt à cent cinquante personnes. Un prêt du Fonds spécial d'adaptation industrielle vient de lui être accordé sans ce but.

PAUL CHAPPEL.

AFFAIRES

Haro sur Chrysler

Chrysler Corp. aggrave son cas. Après avoir été sans pueuse de pertes records, demandé officiellement une aide fédérale de 1 milliard de dollars (le Monde du 3 août), et annoncé qu'il ne paierait pas de dividendes à ses actionnaires au troisième trimestre, le troisième constructeur américain d'automobiles vient d'enfreindre un peu plus les sacro-saintes traditions du « management à l'américaine ».

Le directeur général de Chrysler, M. Iacocca, a fait une démarche personnelle auprès du syndicat des travailleurs de l'automobile pour lui demander d'accepter un gel de deux ans des salaires et des avantages sociaux. La démarche, sans précédent depuis quarante ans de négociations salariales, a suscité un refus indigné de M. Fraser, président du syndicat. Non content de dénoncer le caractère « inacceptable » de la proposition, celui-ci a précisé que Chrysler ne pouvait désormais plus figurer parmi les « trois grands » de Detroit, puisqu'il en était réduit à demander des concessions à ses salariés.

L'attitude de M. Fraser reflète assez la stupeur qui a accueilli outre-Atlantique l'ensemble des déclarations et des appels à l'aide lancés par le plus gros « conard boiteux » américain », a commenté M. Thomas Murphy, président de General Motors, qui a ajouté sans aménité qu'« il n'y a jamais eu d'affaire viable qui ait jamais manqué de financement ». Même écho dans la presse américaine : « Comme l'Angleterre et de nombreux autres pays l'ont appris,

l'assistance gouvernementale aux entreprises en danger est une affaire sans fin. En dernier lieu, ce sont les contribuables et l'efficacité économique qui en font les frais » a écrit le Wall-Street Journal, tandis que le New-York Times, dans son éditorial, estimait que, avant toute aide fédérale, « toutes les possibilités de restructuration de Chrysler doivent avoir été sérieusement examinées. Cautionner des entreprises en difficulté (...) n'est pas une voie dans laquelle les États-Unis doivent s'engager ».

Précision : Sous le titre : La Faillite du consortium belge Euro-systeme, nous avons relevé, dans nos éditions datées 29-30 juillet, le contenu d'un communiqué publié par le ministère belge des affaires étrangères. Le directeur général d'Eurosystem Health Consortium of Belgium (E.H.C.) nous demandait de préciser que seule la société anonyme Euro-system Hospitalier (E.S.H.) a été déclarée en faillite. « Les huit autres entreprises qui, avec E.S.H., composent le consortium, poursuivront sans délai l'exécution du contrat ».

CONJONCTURE

TRENTE MILLIARDS DE DÉFICIT BUDGÉTAIRE POUR LES SIX PREMIERS MOIS DE L'ANNÉE

À la fin du mois de juin, l'exécution de la loi de finances pour 1979 fait apparaître un découvert cumulé depuis le 1^{er} janvier de 30,39 milliards de francs, à rapprocher des 31,84 milliards de francs pour la période correspondante de 1978, a indiqué, vendredi 3 août, le ministre du budget.

Une partie importante de ce montant, précise-t-on de même source, est imputable aux avances sur impositions consenties par l'État aux collectivités locales dont le compte est débiteur de 14,32 milliards de francs à la fin du mois de juin, contre 17,7 milliards de francs à la fin du mois de mai.

Pour le mois de juin, les dépenses du budget général se sont élevées à 50,61 milliards, et les recettes — nettes des prélèvements effectués au profit des Communautés européennes et des collectivités locales — ont représenté 44,44 milliards.

AGRICULTURE

Trois cents agriculteurs ont manifesté, les 2 et 3 août, à Sonchamp (Yvelines) pour protester contre la vente de terres agricoles d'un fermier prévu le 12 août prochain.

M. Penel, qui exploite 190 hectares depuis vingt ans à Sonchamp, est poursuivi par ses propriétaires, la marquise de Castellane, pour avoir, dix-sept ans durant, autorisé la ville de Rambouillet à utiliser une partie de ses terres comme décharge publique. Condamné en appel à verser à sa propriétaire 425 000 F, l'agriculteur a été sommé par la justice de s'acquiescer de sa décision, sous peine de voir sa récolte vendue sur pied aux enchères le 12 août.

DÉCÈS DE BERTIL OHLIN, prix Nobel de sciences économiques

Bertil Ohlin, lauréat suédois du prix Nobel des sciences économiques en 1977, est mort le 3 août dernier à Stockholm à l'âge de quatre-vingt-deux ans, d'une crise cardiaque.

L'ensemble de ses recherches ont porté sur les relations économiques internationales et le commerce extérieur. M. Ohlin estimait qu'il fallait « dériver une allocation optimale des productions nationales considérées d'un point de vue mondial, sur la base des dotations de facteurs, dont dispose chaque pays ». Cette théorie dite « conventionnelle » pose le problème de l'ajustement des économies nationales à l'environnement international. Élaborée dès 1935, date à laquelle remonte la publication de l'ou-

vrage majeur de B. Ohlin, la réédition du futur prix Nobel d'économie prendra toute sa valeur autour des années 60-70 avec la véritable amorce de l'internationalisation du système économique.

M. Bertil G. Ohlin est né le 25 avril 1899 à Klippan (Suède). Diplômé de l'École des hautes études commerciales de Stockholm, docteur en lettres, Bertil G. Ohlin a d'abord eu une carrière universitaire avant de devenir membre de la première Chambre (1933), ministre du commerce (1944), ministre de la seconde Chambre (1944-1947), président du parti libéral (1947-1949), membre du Conseil de l'Europe (1949-1950), puis en 1950-1970) puis président du comité du prix Nobel des sciences économiques (1959-1974). M. Ohlin est l'auteur de de Finstret.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

REMOUS SUR LE STERLING

Cette semaine encore la LIVRE, et à moindre titre le DOLLAR, ont tenu la vedette sur les marchés des changes. Le STERLING, parce qu'il a enregistré une baisse sensible après sa récente hausse; la devise américaine parce qu'elle a consolidé, et même au-delà, son redressement.

Calme lundi, le marché s'est animé le lendemain. A l'origine de cette agitation : la forte chute du STERLING dont le cours fléchissait de 2,3165 à 2,2490 DOLLARS de 9,52 à 9,58 FRANCS. Le DOLLAR, quant à lui, a subi une baisse brutale, passant de 1,5 à 1,45 DOLLARS DE MARK. Cette baisse brutale faisait suite, il faut le rappeler, à une hausse sensible qui avait vu, en juillet, la LIVRE monter de 7 % par semaine.

Le FRANC FRANÇAIS, pour sa part, s'est bien comporté. La nouvelle hausse des taux d'intérêt — on a largement déborder 10 % au jour le jour — n'étant sans doute pas pour rien dans ce bon comportement. Les rumeurs d'une prochaine réévaluation du DOLLAR DE MARK n'en ont pas moins continué de circuler. Les taux les plus folles, les plus avancés, l'approche du 15 août n'est sans doute pas embellie ? Il ne le semble pas. Les spécialistes, en tout cas, attribuent à des opérations d'ajustement de fin de mois l'accès de faiblesse de la devise américaine. Le redressement intervenu à la veille du week-end semble leur donner raison.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$ U.S.	Franc suisse	Franc belge	Mark	Franc français	Lira italienne
Londres	—	2,2490	9,5200	3,8889	4,1671	64,5827	4,5718
New-York	2,2490	—	23,4884	69,2772	54,5792	3,4153	69,7389
Paris	—	2,2490	—	69,2772	54,5792	3,4153	69,7389
Zurich	—	—	—	—	—	—	—
Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—
Amsterdam	—	—	—	—	—	—	—
Milan	—	—	—	—	—	—	—

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent le contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lire.

rapport au DOLLAR, de 5,5 % par rapport au FRANC FRANÇAIS et de 5,5 % par rapport au DOLLAR. Un tel mouvement apparessait excessif à bien des observateurs, qui n'hésitaient pas à parler de la « fragilité » du STERLING, fragilité encore accrue par le redressement du DOLLAR.

Ces pronostics se sont avérés fondés. L'annonce de la nomination de M. Volcker à la tête du Système de réserve fédérale s'est poursuivie lundi et mardi. Les déclarations de M. Volcker étaient, il est vrai, de nature à favoriser la poursuite de ce mouvement. Le nouveau patron du « Fed » n'hésitait-il pas sur la priorité à donner à la lutte contre l'inflation ? N'aurait-il pas qu'il était prêt à utiliser l'arme des taux pour stabiliser la devise américaine ? Pourtant, mercredi, un retournement de tendance se produisit. Le DOLLAR reprenait de la partie du marché, gagnant en aléité de même jeudi. Regain de confiance après une courte

SECRET

A l'annonce de la reconduction, par le gouvernement d'une campagne de publicité visant à inciter les Français à souscrire une masse aux SICAV-Monory, le monde a voulu connaître le coût de cette lancée en 1979. Après tout, ne s'agit-il pas de l'emploi de deniers publics ?

« Le cabinet du ministre ne souhaite pas divulguer ce chiffre », écrivait récemment pour une question apparemment légitime. D'autant plus étrange que le haut fonctionnaire interrogé a bien voulu constater que ce coût existait et pas tel quel. Alors pourquoi le taire, au risque de laisser courir les imaginations ? — P. C.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	COURS	COURS
	27/7	28/7
Or fin (poids au barreau)	41880	41880
Pièces d'or (20 gr.)	252	252
Pièces d'or (10 gr.)	252	252
Pièces d'or (5 gr.)	252	252
Pièces d'or (2 gr.)	252	252
Pièces d'or (1 gr.)	252	252
Pièces d'or (0,5 gr.)	252	252
Pièces d'or (0,2 gr.)	252	252
Pièces d'or (0,1 gr.)	252	252
Pièces d'or (0,05 gr.)	252	252
Pièces d'or (0,02 gr.)	252	252
Pièces d'or (0,01 gr.)	252	252

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	30 juillet	31 juillet	1 ^{er} août	2 août	3 août
Termes	107 481 340	126 132 202	118 245 983	97 694 689	112 114 010
Compt.	82 845 472	83 309 803	137 158 385	96 195 620	75 135 380
R. et obl.	64 017 310	58 286 896	71 331 810	83 815 883	74 184 143
Total	254 344 122	268 288 901	326 738 178	273 706 902	261 433 533
INDICES QUOTIDIENS I.N.S.E.E. base 100, 29 décembre 1978					
Franc.	109,8	109,8	109,8	109,8	110,1
Etrang.	124,8	124,4	122,7	123,3	123,3
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE					
Tendance	104,1	104,2	103,7	103,8	104,9
Ind. gén.	96,2	95,7	95,2	95,5	96,3

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 30 JUILLET AU 3 AOUT

Vive M. Monory

Un havre de tranquillité prospère, dans un océan d'incertitudes. Ainsi continue d'apparaître la Bourse de Paris, dont les différents indices se sont encore adjugés un peu plus de 1 % de hausse, cette semaine (16 % depuis le 3 juillet).

Oh, certes, ce n'est pas la ruée. Loin de là. Les volumes quotidiens de transactions sont toujours assez maigres, et l'assistance peu fournie au palais Brongniart. Mais l'essentiel, aux yeux des pouvoirs publics, en tout cas, est que le mouvement de hausse se poursuive. A l'automne prochain, lorsque le gouvernement lancera une seconde campagne d'informations visant à « accompagner l'offensive de marketing des vendeurs de SICAV », le chaland doit pouvoir être séduit. Pour cela, il ne faut pas que les cours baissent.

C'est pourtant ce qu'ils avaient tendance à faire dès lundi, en dehors des valeurs sidérurgiques, brusquement très pressées par une spéculation à la recherche de bonnes affaires. C'était encore le cas le lendemain et, en dépit de la baisse de l'or qui favorisait parfois les actions, les indices se pliant encore d'environ 0,5 %. Mercredi, nouveau recul limité, mais général. Il fallut attendre la séance suivante pour assister à une certaine stabilisation des indices, ce qui traduisait d'ailleurs assez mal l'incontestable amélioration du climat psychologique de la corbeille, après la déclaration de M. Monory (voir encadré ci-contre). A la veille du week-end, les choses rentrent dans l'ordre. A l'issue d'une séance un peu plus active que les précédentes, les indices progressent d'environ 1 %, les sociétés de crédit prenant légitimement la tête du mouvement, après l'annonce d'une hausse générale de leur taux de base (voir « marché monétaire » ci-contre).

Malgré les turbulences actuelles, la Bourse se maintient dans de bonnes conditions, à notamment déclaré le ministre de l'économie, sans éclipser le moins du monde ce mythe : qui peut bien avoir envie d'investir en Bourse dans les conditions actuelles ? Il est incontestablement trop tôt pour penser aux SICAV-Monory. Il n'est pas exclu, en revanche, qu'en prévision de « la ruée d'automne », de nombreux professionnels aient décidé de « se placer », dès maintenant. Outre les actions de sociétés métallurgiques qui peuvent difficilement tomber plus bas qu'elles ne le sont aujourd'hui, il existe encore quelques bonnes affaires à saisir. Ainsi, les titres des entreprises concernées par le démantèlement gouvernemental visant à vendre de l'armement à certains pays arabes (le groupe Creusot-Loire, Matra, Dassault, etc.). Ainsi, les actions de certaines firmes de bâtiment, secteur qui bénéficiera d'un coup de pouce de l'Etat à la rentrée. Bref, les opérateurs avisés se disent qu'en sélectionnant attentivement leurs investissements, ils peuvent encore gagner de l'argent au palais Brongniart.

Les autres, plus prudents, ont plutôt tendance à se montrer très réservés. La nouvelle hausse des taux d'intérêt pourrait bien, en dépit de ce que l'on dit à la Banque de France, freiner un peu plus encore l'activité économique. Restreindre au maximum l'endettement des particuliers sans entraver les investissements des entreprises — but recherché par M. Barre — est un exercice difficile. Même si, comme vient encore de le souligner M. Ceyrac, président du C.N.P.F., « nous abordons cette nouvelle période de difficultés avec une économie nettement mieux préparée que celle de 1973... ».

PATRICE CLAUDE.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE

Nouvelle hausse

La hausse du loyer de l'argent s'est poursuivie cette semaine sur le marché monétaire où le taux du 3 mois a été porté à 10,5 % au 1^{er} août et le 6 mois à 11,5 % au 2^{er} août. La Banque de France a décidé d'augmenter de 0,30 % son taux de base, qui passe ainsi de 9,75 à 10,05 %. C'est la quatrième fois en moins de deux mois que ce taux de base est majoré. Il a, en effet, été porté de 8,80 à 9,15 % au début du mois de juin, de 9,15 à 9,45 % le 10 juillet, et de 9,45 à 9,75 % le 26 de ce même mois. Plusieurs banques, parmi lesquelles le C.I.C., le Crédit du Nord et le Crédit Lyonnais, ont décidé d'aligner leur taux de base sur celui de la B.N.P. La Société générale, en revanche, n'a pas immédiatement réagi. Les recommandations de M. Monory seraient-elles entendues ? (Interim.)

SELON « FORTUNE »

La croissance des bénéfices des grandes entreprises non américaines a fléchi en 1978

Les cinq cents premières sociétés non américaines dont le classement annuel est établi par la revue Fortune, n'ont enregistré en 1978 qu'une augmentation de 2,7 % de leurs bénéfices (contre une progression de 6,7 % en 1977). Cette performance est nettement plus faible que celle des cinq cents américaines, dont les profits ont augmenté de 17 %. Deux secteurs ont tiré leur épingle du jeu : les compagnies pétrolières, dont les marges bénéficiaires ont progressé de 8,9 % (contre 2,7 % en 1977) et l'automobile, dont les profits ont bondi de 24,4 %.

Ce sont toujours les Japonais qui placent le plus grand nombre d'entreprises dans la liste des 500, avec 125 firmes citées, contre 116 seulement en 1977. La Grande-Bretagne occupe toujours la seconde place (85). Elle est suivie par l'Allemagne fédérale (74), le Canada (62) et par la France (43 contre 42). Le changement le plus notable dans la liste des 500 est la performance du groupe japonais Matsushita, qui passe de la 19^e à la 8^e place, et Nissan Motors de la 26^e à la 19^e.

La plus forte augmentation des profits a été celle de la filiale allemande de Tescoro, qui a vu son bénéfice augmenter de 157,2 % ! Le record de pertes revient, en 1978, à British Steel, avec un déficit de 797 millions de dollars.

Ce qui concerne les banques commerciales non américaines, c'est toujours le Crédit agricole qui occupe la première place dans le classement annuel de Fortune, suivi par le Deutschebank, la B.N.P. et le Crédit Lyonnais qui prend la quatrième place à la Dai Ichi Kangyo Bank, la Société générale, dont le bénéfice a augmenté de 157,2 % ! Le record de pertes revient, en 1978, à British Steel, avec un déficit de 797 millions de dollars.

Dans le palmarès des cinquante premières entreprises mondiales, incluant américaines et non américaines, General Motors demeure en tête devant Exxon, Royal Dutch Shell, Ford Motors et Mobil. Pour les bénéfices, c'est la National Iranian Oil qui classe toujours première, avec 15,1 milliards de dollars, suivie par General Motors (3,5 milliards) et I.B.M. (3,1 milliards). On retrouve cinq compagnies françaises dans ce palmarès, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson ayant rejoint — au cinquantième rang — Renault (21^e), la Française des pétroles (29^e), Peugeot-Citroën, sans Chrysler-Europe (32^e) et Elf-Aquitaine (44^e).

Bourses étrangères

NEW-YORK

Nouvelle hausse modérée

Le mouvement de hausse amorcé la semaine précédente s'est poursuivi au cours de ces cinq dernières séances. Wall-Street, d'un vendredi à l'autre, l'indice Dow Jones des industrielles s'est adjugé plus de six points pour s'établir à 946,16 le 3 août. L'activité de la semaine a porté sur 156,4 millions d'actions échangées, contre 154,47 millions précédemment. Encouragé par la remontée du dollar sur les marchés des changes, et la baisse sensiblement du métal jaune, le New York Stock Exchange a d'abord progressé sensiblement, avant de se replier temporairement à l'annonce d'une chute de 3,6 % du taux de productivité des travailleurs U.S. au cours du premier semestre 1979.

La dégradation de la balance commerciale à l'annonce du second trimestre a également freiné les initiatives.

D'un vendredi à l'autre, finalement, les grandes valeurs ont peu varié. Seul Chrysler était le leader des pertes chancelantes et la demande d'une aide gouvernementale ont déclenché un mouvement de vente assez sensible.

	Cours 27 juil.	Cours 30 juil.
Alcoa	51 1/4	51
A.T.T.	51 1/2	51 1/2
Chrysler	42	41 1/2
De P. de l'Ind.	40 1/2	41 1/2
Eastman Kodak	51 1/4	51 1/4
Exxon	55	54 1/2
Ford	51 1/2	51 1/2
General Foods	51 1/2	51 1/2
General Motors	51 1/2	51 1/2
Goodyear	51 1/2	51 1/2
I.B.M.	68 3/4	68 3/4
Kodak	27 1/2	27 1/2
Mobil Oil	38 3/4	38 3/4
Schlumberger	37 1/2	37 1/2
Tesoro	22 1/4	22 1/4
U.S. Steel	41 1/4	41 1/4
U.S. Steel	22 1/4	22 1/4
Westinghouse	51 1/2	51 1/2
Xerox Corp.	61 1/4	61 1/4

TOKYO

Nouveau record

Le baromètre boursier de l'empire nippon reste au beau fixe. Cette semaine encore, l'indice Nikkei Dow Jones a progressé sensiblement, dépassant même son précédent record historique (9 413,16 le 18 mai) pour s'établir le 3 août à 9 535,72. L'indice général du marché, lui, a terminé à 497,30 contre 443 le vendredi précédent.

Après la hausse de 1 % du taux de l'escompte (5,25 % depuis dix jours), les milieux financiers estiment qu'une détente pourrait intervenir sur ce front des taux d'intérêt, mais aussi sur celui de l'inflation.

	Cours 27 juil.	Cours 30 juil.
Canon	325	325
Fuji Bank	330	330
Kodak Motor	330	330
Matsushita Electric	330	330
Nissan Motor	330	330
Sony Corp.	1 290	1 290
Toyota Motor	330	330

FRANCFORT

La hausse reprend

Après la pause enregistrée la semaine dernière, le marché allemand reprend modérément son mouvement ascendant.

Ce n'est certes pas l'euphorie, les volumes de transactions restent assez faibles en dépit des achats étrangers (britanniques et japonais). Mais l'indice de la Commerzbank s'est établi à 768,7 le 3 août, contre 753,9 le 27 juillet.

Les meilleures performances de la semaine ont été réalisées par les valeurs bancaires.

	Cours 27 juil.	Cours 30 juil.
A.B.S.	45,60	45,60
B.A.S.F.	126,90	126,90
Boehringer	126,90	126,90
Deutsche Bank	126,90	126,90
Deutsche L.	126,90	126,90
Deutsche P.	126,90	126,90
Deutsche R.	126,90	126,90
Deutsche T.	126,90	126,90
Deutsche V.	126,90	126,90
Deutsche W.	126,90	126,90
Deutsche X.	126,90	126,90
Deutsche Y.	126,90	126,90
Deutsche Z.	126,90	126,90

MATIÈRES PREMIÈRES

Hausse du cuivre et du plomb

MÉTALLS. — Le reprise s'est poursuivie sur les cours du cuivre et du plomb. Le cuivre a progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre, le plomb de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du zinc ont également progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du nickel ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du cobalt ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du manganèse ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du chrome ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du titane ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du vanadium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du niobium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du tantale ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du zirconium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du hafnium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du thorium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours de l'uranium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du plutonium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du radium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du polonium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du bismuth ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du sélénium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du tellure ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du silicium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du germanium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours de l'arsenic ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du sélénium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du tellure ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du silicium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du germanium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours de l'arsenic ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du sélénium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du tellure ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du silicium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du germanium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours de l'arsenic ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du sélénium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du tellure ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du silicium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du germanium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours de l'arsenic ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du sélénium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du tellure ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du silicium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du germanium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours de l'arsenic ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du sélénium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du tellure ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du silicium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du germanium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours de l'arsenic ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du sélénium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du tellure ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du silicium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du germanium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours de l'arsenic ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du sélénium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du tellure ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du silicium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du germanium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours de l'arsenic ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du sélénium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du tellure ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du silicium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du germanium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours de l'arsenic ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du sélénium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du tellure ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du silicium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du germanium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours de l'arsenic ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du sélénium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du tellure ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du silicium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du germanium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours de l'arsenic ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du sélénium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du tellure ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du silicium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du germanium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours de l'arsenic ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du sélénium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du tellure ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du silicium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du germanium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours de l'arsenic ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du sélénium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du tellure ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du silicium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du germanium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours de l'arsenic ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du sélénium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du tellure ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du silicium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du germanium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours de l'arsenic ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du sélénium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du tellure ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du silicium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du germanium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours de l'arsenic ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du sélénium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du tellure ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du silicium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du germanium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours de l'arsenic ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du sélénium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du tellure ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du silicium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du germanium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours de l'arsenic ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du sélénium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du tellure ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du silicium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du germanium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours de l'arsenic ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du sélénium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du tellure ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du silicium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du germanium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours de l'arsenic ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du sélénium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du tellure ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du silicium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du germanium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours de l'arsenic ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du sélénium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du tellure ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du silicium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du germanium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours de l'arsenic ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du sélénium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du tellure ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du silicium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du germanium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours de l'arsenic ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du sélénium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du tellure ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du silicium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du germanium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours de l'arsenic ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du sélénium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du tellure ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du silicium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du germanium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours de l'arsenic ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du sélénium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du tellure ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du silicium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du germanium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours de l'arsenic ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du sélénium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du tellure ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du silicium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du germanium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours de l'arsenic ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du sélénium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du tellure ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du silicium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du germanium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours de l'arsenic ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du sélénium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du tellure ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du silicium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du germanium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours de l'arsenic ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du sélénium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du tellure ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du silicium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du germanium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours de l'arsenic ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du sélénium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du tellure ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du silicium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du germanium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours de l'arsenic ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du sélénium ont progressé de 1,5 % à 1,55 \$ le livre. Les cours du tellure ont progressé de 1,5 % à 1,5

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDÉES — TRAVAIL FÉMININ : « Harcèlement le droit et le fait », par Nicole Pasquier ; « Le métier du père de famille », par Alain Plantey.
3. PROCHE-ORIENT — Les élections en Iran.
4. AFRIQUE — Dans un camp de réfugiés de la Zambie : « Joshua Nkomo nous ramènera à la maison ».
5. DIPLOMATIE — La réduction des dépenses publiques suscite un mécontentement croissant.
6. AMÉRIQUES — ÉTATS-UNIS : l'étude de plan sur l'énergie de M. Carter par le Congrès est reportée en septembre.
7. ASIE — VIETNAM : des organisateurs de déportés illégaux sont condamnés à de lourdes peines.
8. SOCIÉTÉ — A propos d'un feuilleton, Eugène Ionesco, Attila Fülöp et le socialisme.
9. JUSTICE — Faits divers.
10. ÉDUCATION — La mort du cardinal Alfredo Ottaviani : un serviteur inconnu de l'Église.
11. SCIENCES

LE MONDE AUJOURD'HUI

PAGES 7 A 12

- Grands fleuves : le Sénégal, confluence de la grande sécheresse, par Philippe Desrosiers.
- Lettres de Chang-de, par Bernard Telle.
- RADIO-TELEVISION : Quelle France ? par Anne-Marie 3 ; Climatisme mondial, par Matthilde Le Baronnelle.

13-14. CULTURE

— FESTIVALS : Twyla Tharp au premier degré à Arles.

15. SPORTS

— FOOTBALL : les visiteurs du parc des Princes : Marseille, un leader éphémère.

16. DÉBATS

— Une étude des élèves boursiers fonctionnaires : l'Occident à l'ENA.

17. ÉCONOMIE

— SOCIAL : les boîtes for... de la Chiers vont s'éteindre à Longwy.

18. LA SEMAINE FINANCIÈRE

— LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (13 A 13)

Carnet (13) : Informations pratiques (13) ; Météorologie (13) ; Mots croisés (13).

Le numéro du « Monde » daté 3 août 1979 a été tiré à 520 787 exemplaires.

A B C D E F G

EN IRAK

Arrestations devant les caméras...

L'un des cinq principaux accusés du « complot » dénoncé récemment par le régime irakien, a notamment été arrêté en Syrie comme instigateur de ce « coup d'État manqué », dans un film d'une heure et demie projeté à Bagdad aux cadres du parti Baas et à certains journalistes.

Ces images, tournées en vidéo et en couleurs, montrent l'accusé, M. Mohel Abdel Hussein Machhad, ancien secrétaire général du conseil de commandement de la Révolution irakienne, prendre la parole dans une réunion à laquelle près de deux mille cadres du parti Baas au pouvoir avaient été convoqués sans avoir eu vent du « complot ». Après une allocution du président irakien, M. Saddam Hussein, M. Machhad monte à la tribune pour raconter « toute l'histoire de ce complot », qui remonterait à 1975.

D'après lui, le chef de « l'organisation secrète » qui voulait renverser le pouvoir pour proclamer l'union entre l'Irak et la Syrie, et la nomination du président

syrien Hafez El Assad à la tête de l'État unifié et du parti Baas, qui aurait également été unifié, est M. Mohamed Aysch, membre du Conseil de la révolution et ministre de l'Industrie. M. Aysch, a-t-il affirmé, « était en contact avec le président syrien en personne ».

Lorsque M. Machhad dénonçait un « membre de la conjuration », la personne nommée se levait, était aussitôt arrêtée par deux membres de la police militaire et conduite vers la sortie de la salle.

M. Machhad, qui ne semblait pas avoir été torturé, a été interrompu une fois, lorsqu'il a dit : « Le camarade Hafez El Assad ». Le président Hussein lui a alors demandé d'un ton reprocheur : « Qui ? ». Il s'est tout de suite repris en disant : « Le traître Hafez El Assad ».

Environ quarante-cinq personnes, dont le général Walid Sirat, désigné comme étant le « chef de la branche militaire de l'organisation secrète », ont été arrêtées devant les caméras. (A.F.P.)

Aux États-Unis

Le gouverneur Brown s'apprête à entrer dans la course à la présidence

Correspondance

Los Angeles. — M. Jerry Brown s'apprête à entrer dans la course à la présidence. Mais le gouverneur de Californie qui, à défaut de philosophie politique très précise, n'est jamais à court d'idées, le fait avec son ambiguïté insolente et légendaire. Sans doute, après plusieurs mois de vaines coquetteries politiques, a-t-il transigé le 30 juillet sur les formalités imposées et s'est inscrit sur les registres de la Federal Elections Commission, obtenant ainsi l'autorisation d'entamer sa campagne et de solliciter des contributions pour financer sa candidature aux primaires. Mais M. Brown s'est gardé de se déclarer définitivement candidat officiel à la présidence.

Il a usé d'un stratagème auquel il a aussi eu recours un autre candidat républicain, M. Reagan. Il a annoncé la création d'un comité exploratoire dirigé par M. Tom Quinn (1) et destiné à sonder les chances des candidats. Cette méthode permet à M. Brown d'échapper à la clause qui limite les contributions autorisées à mille dollars par individu et à 5 000 dollars par association.

Voilà qui devrait suffire à dissiper l'illusion que certains entretenaient sur l'originalité d'un gouverneur qui se présentait comme un politicien pas comme les autres. « Un rebelle qui ne s'est jamais vraiment rebellé », ainsi le définissait récemment un journaliste de Los Angeles.

« Times » ; ses stéréotypes l'ont larvaire de 1976. Il n'est pas près aujourd'hui de répéter cette erreur. « J'en suis sûr », est un ton de ne pas être en retard sur ses rivaux sans s'engager devant une opinion plus que partagée. Selon un récent sondage du San Francisco Chronicle, 75 % des Cali-

forniens s'opposent à la candidature présidentielle de leur gouverneur. Selon un autre sondage effectué parmi les démocrates californiens, M. Kennedy est de très loin le favori de l'« état doré ».

Ses partisans, lors des primaires de 1976 lui reprochant de n'avoir pas maintenu ses alliances et de n'avoir laissé sur place aucune des infrastructures qui lui auraient été utiles aujourd'hui. Le gouverneur de Californie répond : « Je suis toujours politique : en forgeant de nouvelles forces. La nouvelle « force », c'est aussi cette métaphore que le gouverneur appelle la théorie du canot ; « Vous donnez un petit coup de rame à gauche, un petit coup de rame à droite et vous touchez tout droit, sans dévier la ligne médiane ».

La ligne médiane consiste à mener de front l'opposition au nucléaire, un conservatisme fiscal basé sur l'équilibre budgétaire le plus strict, l'idée que la nation américaine ne peut s'offrir le luxe d'un système national d'assurance « anti-SM ». M. Brown se propose de « transformer le parti démocrate », ce n'est pas par la nouveauté des thèmes, à l'exception du projet de Marché commun entre le Mexique, le Canada et les États-Unis. Il pratique l'amalgame de thèmes appartenant aussi bien aux républicains qu'aux démocrates. Il est « un peu vieux jeu », soutiendra-t-il M. Carter si celui-ci recevait l'investiture démocrate ? « Oui », a-t-il répondu, bien à contre-cœur.

SYLVIE CROSSMAN.

(1) M. Tom Quinn était directeur de l'Air Resources Board, agence chargée de contrôler la pollution atmosphérique.

HANOI CONFIRME LA DÉFECTION D'UN VICE-PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Hanoi a confirmé officiellement, samedi 4 août, la défection du premier vice-président de l'Assemblée nationale, M. Hoang Van Hoan, réfugié en Chine (le Monde des 3 et 4 août). Un responsable vietnamien a déclaré au correspondant de l'agence France-Presse à Hanoi : « Saisi par la peur après la défaite essuyée par les agresseurs chi-nois, M. Hoan a profité de la permission qui lui était accordée d'aller se faire soigner en R.D.A. pour fuir à l'étranger. Depuis plusieurs années, il était malade de la tête et de la nuque. Il avait à plusieurs reprises été autorisé à aller recevoir des soins à l'étranger. » On refuse à Hanoi de considérer cette défection comme une « affaire » de quelque importance ou à commenter les informations faisant état de l'arrestation de quatre dirigeants. (A.F.P.)

Il n'est pas toujours facile de savoir si une affaire est grave pour convoquer, selon certaines sources, une réunion du plénum du comité central du P.C.V.

A Mexico

L'AMBASSADE DE SUISSE EST OCCUPÉE PAR UN COMMANDO DE DÉFENSE DES PRISONNIERS POLITIQUES

Mexico (A.F.P.). — Les membres du Comité national pour la défense des prisonniers politiques (C.N.D.P.P.), qui ont occupé vendredi l'ambassade de Suisse à Mexico, demeurent dans les locaux de la mission diplomatique, que jusqu'à ce que le gouvernement mexicain réponde à leurs exigences : réintégration de cinq cent quatre-vingt-cinq militants politiques « disparus » ou des explications sur leur sort ; libération de cent cinquante prisonniers politiques détenus ; assurance que les prisonniers politiques incarcérés au pénitencier de Santa Marta, à Mexico, seront mieux traités. Au nombre des vingt-sept occupants figurent quinze femmes et trois enfants, dont un bébé de moins d'un an.

LA MISSION SPATIALE DES DEUX COSMONAUTES SOVIÉTIQUES TOUCHE À SA FIN

La mission spatiale des deux cosmonautes soviétiques Vladimir Likhov et Valeri Riomine, qui ont quitté la Terre le 25 février dernier et qui décollaient aujourd'hui le record de vie dans l'espace (le Monde du 17 juillet), touche à sa fin. C'est ce qu'a annoncé l'agence Tass, vendredi 3 août, précisant que les deux hommes terminent leurs expériences à bord de la station Salout-6 grâce au radiotéléscope qui leur a été apporté par le camion spatial Progress-7 (le Monde du 30 juillet). Ils ont procédé vendredi à des travaux de radiocartographie de certaines régions de la surface terrestre, ainsi qu'à des observations radioastronomiques.

Les deux cosmonautes, qui étaient partis d'Union soviétique à bord du vaisseau Soyuz-32, qu'ils ont largué le 13 juin, reviennent sur la Terre à bord de Soyuz-34, qui venu à vide, s'est amarré le 8 juin à Salout-6.

LES STATISTIQUES DE 1978

Les accidents de la circulation sont plus nombreux dans les grandes villes du sud de la France

Le dernier bulletin d'information du ministère de l'intérieur publie et commente les statistiques concernant les accidents de la circulation dans les agglomérations durant l'année 1978.

Ces accidents ont entraîné la mort de 3 259 personnes et occasionné des blessures à 180 972 autres. Malgré une diminution des tués (59 par rapport à 1977), la catégorie d'usagers la plus touchée reste dans les villes de plus de 200 000 habitants, soit 28,8 %. La diminution la plus sensible du nombre de tués se constate dans la catégorie des conducteurs de voitures particulières — 84, soit — 10,7 % par rapport à 1977. Le nombre des conducteurs de vélomoteurs tués a augmenté sensiblement : + 34 sur un total de 147, soit + 23,12 %. Parmi les blessés, la catégorie la

plus touchée est celle des cyclomoteuristes : 49 005 sur 193 271 blessés, soit 25,35 %, malgré une diminution des accidents : — 2 364.

Ces chiffres permettent enfin d'établir une sorte de classement des agglomérations les plus dangereuses. Dans les dix-neuf villes de plus de deux cent mille habitants (Paris exclue), celles où l'on enregistre le plus grand nombre d'accidents rapporté au nombre d'habitants sont, dans l'ordre décroissant : Nice, Toulouse, Toulon, Marseille, Clermont-Ferrand, Bordeaux, Nantes, Strasbourg, Reims, Rouen, Grenoble, Rennes, Tours, Lyon, Nancy, Le Havre, Saint-Etienne, Brest, Lille. Ainsi, à Nice (358 537 habitants), on a compté 3 301 accidents, soit 0,92 accident pour 100 habitants, tandis qu'à Lille (550 272 habitants), les chiffres correspondants sur un total de 920 accidents et de 0,16 accident pour 100 habitants.

NOMBRE DE TUÉS DANS LES AGGLOMÉRATIONS

	1974	1977	1978
Piétons	1 148	1 063	884
Cyclomoteuristes	519	497	633
Conducteurs de voitures de tourisme	225	177	193
Passagers de voitures de tourisme	390	271	415
Motocyclistes et vélomoteuristes	229	244	267
Bicyclettes	151	181	183

LA GRÈVE SURPRISE D'UNE COMPAGNIE AMÉRICAINE

Les touristes croient moins aux « charters »

Les vols à la demande à destination de Montréal, au Canada, des 3, 4, 8 et 10 août, qui avaient été vendus par Sabair, filiale d'Air France, sous la marque Jet'Am Tours (séjours et charters en Amérique) ont été annulés en raison de la grève qui affecte la compagnie américaine World Airways, chargée d'assurer le transport de ces voyageurs.

Jet'Am indique, dans un communiqué, quelle recherche « très activement » une solution et qu'en tout état de cause, le remboursement du transport est « garanti » pour tous les passagers. Les passagers informés par l'intermédiaire des agences auxquelles ils s'étaient adressés.

Déjà, un premier groupe de passagers — 253 au total — avait dû attendre près de treize heures à Orly avant d'embarquer le vendredi matin 3 août pour Montréal. Jet'Am s'était laissé surprendre par la grève de World Airways, qui n'avait pu trouver, sans délai, de solution de remplacement en cette période d'extrême pointe. Air France, consultée, avait été dans l'incapacité de venir en aide à une société de son groupe.

Le trafic charter des trois aéroports parisiens — Orly, Roissy, Le Bourget — est assez réduit par rapport à celui des plateformes européennes voisines et a représenté 7 % du trafic total en 1978 alors qu'il a atteint 18,6 %

à Londres, 22,8 % à Bruxelles, voire 48,8 % à Düsseldorf. New-York qui a longtemps tenu la tête d'affiche des destinations « charters », a reculé, l'an dernier, à la troisième place (106 000 passagers) derrière Athènes et Palma de Majorque aux Baléares. Montréal ne se place qu'au onzième rang avec 34 301 passagers.

On constate un recul de la part du marché de l'Amérique du Nord, dans le trafic charter au départ et à destination de Paris. Ce phénomène s'explique, selon les experts, par un transfert massif de clientèle vers des compagnies régulières depuis la mise en vigueur par celles-ci de bas tarifs, notamment des « vols vacances ». D'autre part, Londres, plus libérale en matière de vols à prix réduits, a récupéré à son profit une partie du trafic sur l'Atlantique nord, grâce notamment à la « train du ciel » de Freddie Laker qui assure, au départ de Gatwick, des liaisons quotidiennes vers New-York et Los Angeles.

La réforme de l'Agence nationale pour l'emploi : une bataille politique en perspective ?

C'est un seul projet de décret — et non plusieurs — qui a été élaboré au ministère du travail et de la participation en vue de réformer l'Agence nationale pour l'emploi (le Monde du 3 août). Selon ce texte préparatoire, qui s'attache à définir le nouveau statut de l'Agence, l'organisme d'Etat — les Moulinsaux devien-

draient un établissement public à caractère industriel et commer-

cial, et la composition de son conseil d'administration serait tripartite (pouvoirs publics, patronat, syndicats).

Ces deux grandes innovations étaient contenues dans le rapport Farge, publié en novembre dernier. Les syndicats avaient exprimé à l'époque leur désaccord, craignant que l'on ne s'orientât vers la privatisation de l'ANPE et que l'actuel statut du personnel de l'Agence soit remis en cause. Ils n'étaient pas, d'autre part, favorables à leur participation au conseil d'administration de l'ANPE. Ils ne veulent pas, assurent-ils, « gérer le chômage ». Ce projet de décret a été soumis à la direction générale de l'Agence avant d'être proposé, à la rentrée, aux partenaires sociaux. S'appuyant sur la décision du Conseil constitutionnel parue au Journal officiel du 27 juillet, le gouvernement entend donc réformer l'ANPE par décret. Cette réforme risque de provoquer une bataille politique, surtout dans la mesure où le groupe R.P.R. a déposé à l'Assemblée nationale une proposition de loi visant à créer des bureaux régionaux de l'emploi, qui regrouperaient les organismes existants. Cette idée n'est pas soutenue par M. Robert Boulin, ministre du travail et de la participation. Un débat au Parlement entraînerait une opposition entre le groupe R.P.R. et un ministre R.P.R. et le gouvernement veut évidemment éviter cet affrontement.

BÈGUES

Depuis 1938, des milliers de personnes de tout âge ont bénéficié des découvertes définitives d'un Ancien Bègue. Rens. grat. Pr. M. BAUDET, 185, bd Wilson, 33200 Bordeaux.

EN BREF

ment séparatiste basque ETA, M. Julien de Madariaga. L'explosion n'a causé que des dégâts matériels. Cet attentat n'a pas été revendiqué.

Plus de mille personnes ont manifesté en silence, vendredi à Bayonne, en hommage au militaire basque Juan Lopetegui Carrasco, victime d'une attentat jeudi. Les manifestants, précédés d'un drapeau basque orné d'un crêpe noir et d'une pancarte proclamant « Asses d'assassinats, nous ne pardonnons pas », ont traversé la ville puis se sont dispersés dans le calme, après avoir entonné l'hymne des soldats basques. (A.F.P.)

Accord américano-japonais sur le retraitement nucléaire. — Les États-Unis et le Japon se sont mis d'accord pour prolonger de six mois le fonctionnement de l'usine de retraitement des combustibles nucléaires de Tokai-Mura, a-t-on annoncé de source gouvernementale, samedi 4 août à Tokyo. L'accord initial, d'une durée de deux ans, venait à expiration en septembre. Il limite la quantité de combustibles pouvant être retraités par l'usine. La décision de prolonger sa durée de six mois sera officialisée au cours d'une rencontre, le 29 août prochain, entre MM. Iwano Hakoko, directeur général de l'Agence

japonaise pour la science et la technologie, et Gerard Smith, ambassadeur américain à Tokyo, chargé des problèmes de la non-prolifération nucléaire. On s'attend à Tokyo à ce que M. Smith sollicite la coopération du Japon à la réalisation d'un projet américain de stockage de déchets nucléaires dans une île du Pacifique. Selon des experts japonais, le Japon n'approuverait ce projet que du bout des lèvres. (A.F.P.)

El-Gabon met en exploitation une nouvelle découverte. — El-Gabon vient de décider la mise en exploitation d'une importante gisement pétrolier découvert à la suite du forage « GMB » sur le permis d'exploration Mayumba au sud-est de la ville de Mayumba, au Gabon. Le début de la production devrait intervenir à un rythme modeste à un début du second trimestre de 1980. L'ensemble des travaux effectués à cette date permettra de se prononcer sur les possibilités et modalités éventuelles d'un développement de l'ensemble du gisement.

Hausses salariales limitées à 1,7 % au second semestre. — La hausse des salaires en Espagne ne devra pas dépasser 1,7 % au cours du second semestre, a déclaré le 3 août à Madrid, M. Fernando Abril Martorell,

vice-président du gouvernement espagnol, chargé des affaires économiques. Le ministre a rejeté les revendications des principaux syndicats, qui demandent un ajustement compris entre 4 et 8 % pour les six derniers mois de 1979. (A.F.P.)

Généralisation du système de paiement mensuel de l'impôt. — À partir du 1^{er} janvier 1980, les contribuables des départements de la Haute-Corse et de la Corse du Sud pourront opter pour ce système facultatif de paiement. Ainsi, s'étend à tous les départements métropolitains la réforme introduite par la loi du 28 juin 1971, mise en œuvre à partir de 1972. Trois millions sept cent mille contribuables ont déjà adopté ce système, soit 21,6 % des personnes soumises à l'impôt sur le revenu.

Une trêve des contraventions ? M. Claude Payement,

Vous aurez bien plus de succès, devenez

GRAPHOLOGUE

apprenez quelle chose que les autres ignorent. Acquérez une science qui fera des jaloux. Informations gratuites sur notre formation par correspondance avec diplôme de fin d'études noté.

MSI-Ecole Suisse de Graphologie dep 3 Wolermatt 64 CH-3022 Berne